

## OUVERTURE DE LA 4<sup>E</sup> ÉDITION DE L'IATF 2025

# Tebboune plaide pour une Afrique forte et influente

Lire l'article de A. Z. page 4



AAPI

## Plus de 16.000 projets d'investissement enregistrés

P. 5



QUALIFS MONDIAL 2026

## L'Algérie domine le Botswana et se rapproche de la qualification

P. 12



## SELON LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMS Affamer Ghaza «n'apportera pas la sécurité à Israël»

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

### EDITORIAL

## CHAHIDA BENYAMINA EST DÉCÉDÉE, MAIS SA PRÉSENCE RESTE INFINIE

Par Abdou BENABBOU

Quand un torrent de sentiments prend n'importe quelle panoplie de mots aussi forts et aussi denses qu'ils puissent être, l'écrit se rapetisse et prend une dimension insuffisante et trop aléatoire pour forcer à dénaturer les profondes sensations. L'être qui a pesé et a compté lorsqu'il s'en va au ciel, ne laisse pas un vide, car le croire et s'en persuader n'est pas rendre justice à la réalité et n'est qu'un piètre témoignage de la reconnaissance à ce qu'il a représenté.

Souvent la douleur prend le dessus pour laisser croire que lorsqu'un être s'absente pour l'éternité tout est dépeuplé alors qu'au contraire, avant son départ il aura tout peuplé. L'édifice auquel il a participé dans une très large mesure avec son don de soi total atteste de sa pérennité. Cette pérennité demeurera le signe d'une présence infinie.

Chahida BENYAMINA que ses proches et le QUOTIDIEN d'Oran viennent de perdre après une longue et féroce maladie était de ces grandes dames avec le génie et le don de savoir architecturer l'existence de tout ce qui l'entourait. Pilier solide et incontournable du journal, ceux qui avaient une forte proximité avec elle savent que sans elle, il est probable qu'il n'aurait jamais vu le jour et devenir un quotidien respecté. Elle avait une tenace volonté à rester sur tous les fronts, souvent au détriment de sa santé. Sa rigide ténacité, jusqu'à dépasser les limites de la générosité, ne manquait pas d'époustoufler. Il n'est nullement exagéré d'admettre qu'elle a payé de vie sa remarquable disponibilité professionnelle au sein du journal au point de la garder entière dans ses derniers souffles de sa vie.

Maintenant, le meilleur des hommages qui lui est obligatoirement et légitimement dû est la préservation de l'œuvre qu'elle a laissée en héritage pour garder vivante une présence de plus de trente ans parmi ceux qui l'ont côtoyée et appréciée.



Selon le directeur général de l'OMS

## Affamer Ghaza «n'apportera pas la sécurité à Israël»

**Vendredi 700<sup>e</sup> jour de l'agression sioniste contre la population civile de Ghaza et 6 mois (188 jours) de siège total de l'enclave, l'armée génocidaire d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes, les enfants, et les personnes à la recherche d'aides alimentaires.**

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 491 victimes lors des précédentes 24h (jeudi), dont 69 martyrs et 422 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, portant à 64.300 martyrs et 162.005 blessés, le nombre total de victimes palestiniennes depuis le 7 octobre 2023. Le bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, passe 11.768 martyrs et 49.964 blessés.

En outre, l'armée d'occupation et les agents de la fondation américaine «GHF» ont tué 6 Palestiniens et blessé 91 autres dans les «centres d'aide» israélo-américains, durant les précédentes 24 heures, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.362 martyrs et 17.434 blessés.

Par ailleurs, le ministère a fait état du décès de 3 personnes, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition, imposée par Israël avec le soutien des Etats-Unis, à 376 martyrs, dont 134 enfants.

Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans les territoires palestiniens occupés a mis en garde, hier, contre l'aggravation de la catastrophe dans l'enclave en raison des déplacements forcés des habitants du nord et de la ville de Ghaza vers le sud de la bande déjà à forte densité de population.

De son côté, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré qu'affamer Ghaza «n'apportera pas la sécurité à Israël et ne contribuera pas à la libération des prisonniers». «Nous appelons Israël à mettre fin à la guerre à Ghaza et à permettre aux personnes nécessitant des soins médicaux de se rendre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est». L'armée d'occupation sioniste continue ses crimes à Ghaza. Hier, l'aviation militaire a bombardé deux immeubles dans la ville de Ghaza les réduisant en poussière, donnant aux occupants et aux habitants des alentours à peine 15 minutes pour évacuer. «Peu de temps après l'ordre d'évacuation forcée de la tour Mushtaha, de 12 étages, l'immeuble a été rasé par des avions de chasse israéliens. D'énormes panaches de fumée noire s'échappent actuellement de la zone. Des témoins sur place rapportent que le sol tremblait sous leurs pieds lorsque la tour a été prise pour cible», a déclaré Tareq Abu Azzoum, correspondant d'Al Jazeera English (AJE) dans le centre de l'enclave.

Le journaliste précise que «la tour a été touchée par plusieurs missiles, entraînant sa destruction complète», précisant que «la bâtiment est situé dans l'un des quartiers les plus densément peuplés, où les habitants ont fui les bombardements ailleurs dans la ville».

Quelques heures plus tard, le correspondant d'Al Jazeera Arabic a rapporté de son côté que des «raids israéliens ont visé un autre immeuble résidentiel dans le quartier d'Ansar, à l'ouest de la ville de Ghaza, faisant plusieurs blessés parmi les civils».

### DES ONG PALESTINIENNES DÉNONCENT LES SANCTIONS AMÉRICAINES VISANT À LES RÉDUIRE AU SILENCE

Les ONG palestiniennes Al-Haq, le Centre palestinien pour les droits humains (PCHR) et Al-Mezan ont dénoncé, vendredi, les sanctions américaines visant à les réduire au silence et en appellent à la communauté internationale pour qu'elle impose des sanctions contre Israël.

Au moment où le génocide israélien contre Ghaza boucle son 23 mois, avec un macabre bilan de plus de 220.000 victimes en majorité des civiles, le département d'Etat américain a annoncé, jeudi, avoir imposé des sanctions contre trois des principales organisations de défense des droits humains en Palestine, pour avoir «directement participé aux efforts de la Cour pénale internationale (CPI) visant à enquêter, arrêter, détenir ou poursuivre des ressortissants israéliens, sans le consentement d'Israël», lit-on dans le communiqué de presse laconique du secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio.

Dans une déclaration commune, les trois ONG qualifient cette décision d'«acte internationalement illicite» et estiment que Washington «a choisi de sauvegarder et de consolider le régime d'apartheid colonial sioniste d'Israël et son occupation illégale». «Cette tentative de museler les voix palestiniennes est la dernière en date d'une campagne acharnée menée depuis des décennies par Israël et ses alliés pour anéantir le peuple palestinien et nier systématiquement son droit collectif à l'autodétermination et au retour, sous couvert d'impunité internationale», ajoutent les trois ONG. Elles rappellent que «Israël a bombardé et détruit leurs bureaux à Ghaza, tuant leurs collègues et leurs familles, et que les journalistes documentant les destructions sont systématiquement pris pour cible».

Les organisations palestiniennes lancent un appel à des actions de la part de la communauté internationale, aux Nations Unies et aux défenseurs des droits humains. Outre de «condamner fermement les sanctions américaines et exercer une pression pour leur levée immédiate», les ONG appellent à «prendre des mesures concrètes pour assurer la protection de leur personnel et de leurs opérations en Ghaza et en Cisjordanie», à «invoker le Règlement Blocage de l'UE pour protéger les organisations palestiniennes, les experts de l'ONU et la CPI de l'extraterritorialité du droit américain», ainsi qu'à «imposer des sanctions diplomatiques et économiques à Israël, ainsi qu'un embargo total sur les armes, pour mettre fin au génocide contre le peuple palestinien».

S'adressant à leurs «partenaires, mouvements sociaux et groupes de solidarité du monde entier», la déclaration des trois ONG palestiniennes appelle à davantage de mobilisation pour «amplifier la voix du peuple palestinien». «Soyez à nos côtés : organisez-vous, protestez et utilisez tous les moyens disponibles pour mettre fin au génocide du peuple palestinien et demander des comptes à Israël», lit-on dans la déclaration.

Tebboune

## Toute solution en dehors du cadre de l'établissement d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967 est une perte de temps



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, jeudi à Alger, que ce qui se passe en Palestine, pays frère, et à Ghaza, en particulier, est «un massacre et un génocide», soulignant que toute solution en dehors du cadre de l'établissement d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967 est «une perte de temps».

Intervenant lors de la première

seance après avoir présidé la cérémonie d'ouverture de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, le président de la République a réaffirmé la position «constante» de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne, soulignant que «ce qui se passe en Cisjordanie et à Ghaza, en particulier, est un

vrai massacre et un génocide».

Suite à l'intervention du président tunisien, M. Kais Saïed, lors de cette séance, le président de la République a indiqué qu'«il existe un consensus entre tous les présidents africains sur le fait que la solution au Moyen-Orient doit passer par l'établissement de l'Etat de Palestine sur les frontières de 1967 et que toute autre option est une perte de temps».

## ANALYSE

Mustapha Aggoun

La crise politique que traverse la France ne cesse de s'approfondir, nourrie à la fois par des tensions internes explosives et des erreurs diplomatiques majeures. Emmanuel Macron, pourtant élu pour apaiser et réformer, semble désormais prisonnier d'une spirale de décisions clivantes, dont les effets pourraient s'avérer irréversibles.

Au centre de la tourmente, la relation avec l'Algérie est devenue le révélateur d'un malaise plus large. Ce qui aurait pu rester une gestion diplomatique sensible s'est transformé en bras de fer agressif, attisé par des prises de position ouvertement racistes du ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Dépassant largement le cadre de ses fonctions, ce dernier a multiplié les propos et les mesures perçus comme hostiles à l'égard de l'Algérie et de sa diaspora, en alimentant des stéréotypes et en contribuant à une atmosphère de défiance, voire de mépris.

Mais c'est l'intervention directe d'Emmanuel Macron, demandant à François Bayrou, récemment nommé Premier ministre, d'adopter une ligne «ferme» face à Alger, qui a provoqué la rupture. Cette exigence, jugée comme tentative d'humiliation par Alger et par de nombreux observateurs, a été la goutte de trop. Le rejet catégorique de l'Algérie, la suspension d'accords bilatéraux et l'envoi de notes diplomatiques dures ont marqué un point de non-retour dans les relations entre les deux pays.

Sur le plan intérieur, cette escalade a fragilisé encore davantage un exécutif déjà

### Bayrou, fusible d'un président en chute

contesté. Bayrou, est désormais perçu comme affaibli, instrumentalisé par un président en perte de contrôle. Son gouvernement, né dans un contexte de déséquilibre parlementaire, apparaît aujourd'hui sur le point de s'effondrer.

La colère gronde également dans la rue, alimentée par les réformes impopulaires et une fracture sociale qui ne cesse de s'élargir. Face à cela, Macron semble incapable de rassembler ou d'apaiser. Son isolement politique s'intensifie, tandis que l'opposition, notamment à gauche, continue d'appeler à sa mise en cause directe, y compris par des procédures de destitution symboliques.

Il faut souligner que la chute très probable du gouvernement Bayrou ne serait que le début. L'après-Bayrou s'annonce encore plus périlleux pour Emmanuel Macron, qui pourrait avoir toutes les peines du monde à gouverner dans un contexte politique et diplomatique de plus en plus instable.

Tout laisse à penser que cette séquence marque le début d'une longue traversée du désert pour le chef de l'Etat. Perte de crédibilité sur la scène internationale, rupture avec l'Algérie, partenaire historique et stratégique, défiance croissante de l'opinion publique: les signaux sont au rouge.

Pour le président, le coût de cette gouvernance perçue comme autoritaire et déconnectée pourrait être élevé: la chute de son gouvernement n'en serait que la première étape, suivie peut-être d'une marginalisation durable dans le paysage politique français.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp.: Oran:** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger:** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine:** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail:** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Diffusion:** Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
**E-mail:** [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



## Transport public L'importation de 10.000 bus achevée en février prochain

**Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a annoncé, jeudi à Alger, que l'opération d'importation de 10.000 bus, ordonnée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, sera parachevée au mois de février prochain.**

El-Houari Dilmi

Dans une déclaration en marge de l'ouverture de la 4<sup>e</sup> édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), le ministre a précisé que la réception de ces bus permettra «d'entamer ensuite la deuxième phase du renouvellement du parc de transport public en s'appuyant sur les capacités nationales».

Selon le ministre, 4.680 bus importés seront destinés à remplacer ceux de plus de 30 ans et 5.320 autres seront affectés au remplacement partiel des bus ayant entre 20 et 30 ans. Sayoud a indiqué que ses services ont finalisé le recensement des bus anciens ainsi que le choix des catégories de bus importés et de leur capacité, couvrant le transport urbain, suburbain, inter-wilayas ainsi que le transport rural, soulignant que le cahier des charges afférent à l'opération est en cours d'élaboration. Il a précisé que l'importation «ne constitue qu'une première étape, dans l'attente de l'entrée en service des usines de bus réalisées en Algérie, en sus de celles relevant du ministère de la Défense nationale».

Mardi dernier, le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a présidé, au Palais du Gouvernement, une réunion consacrée à la définition des procédures et des conditions définitives pour le lancement effectif de l'opération d'importation immédiate de 10.000 bus de transport de voyageurs neufs pour remplacer les anciens, conformément aux décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

«Dans le cadre de la mise en œuvre des décisions prises par le président de la République lors de la réunion qu'il a présidée le 26 août 2025, relatives à l'importation immédiate de 10.000 bus de transport de voyageurs neufs pour remplacer les anciens, le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, a présidé, ce 2 septembre 2025 au Palais du Gouvernement, une réunion consacrée à la définition des procédures et des conditions définitives pour le lancement effectif de cette opération en termes d'importation-fabrication, de commercialisation et de financement», lit-on dans le communiqué des services du

Premier ministre. La réunion s'est déroulée en présence de représentants des secteurs de la Défense nationale, de l'Industrie, des Transports et de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, selon la même source.

### RETRAIT DE TOUS LES VÉHICULES VÉTUSTES

Cette initiative d'urgence, menée sous les directives du président de la République Abdelmadjid Tebboune, vise à transformer radicalement l'offre de transport collectif en retirant progressivement les véhicules vétustes et en renouvelant l'ensemble de la flotte nationale selon un calendrier précis et des critères techniques rigoureux. « Plus de 84.000 bus doivent être renouvelés par étapes dans les prochains mois », avait déclaré le ministre des Transports en marge de la supervision des opérations de sauvetage suite à la chute d'un bus dans l'Oued El Harrach (Alger), le 15 août dernier. Les décisions prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, relatives au renouvellement du parc national de bus et au renforcement de la sécurité routière, ont été largement saluées par les conducteurs, les propriétaires de bus et les citoyens en général, qui voient dans ces mesures un pas important dans le processus de réforme du secteur des transports. Au lendemain du grave accident routier qui s'est produit dans la capitale Alger, le ministère des Transports a annoncé le 16 août dernier la décision des autorités de retirer du parc national, dans un délai maximum de six mois, tous les bus de voyageurs vétustes dont la durée de service dépasse 30 ans. Cette stratégie dans le domaine des transports publics vise «à réduire progressivement la dépendance vis-à-vis des importations, à créer de la valeur ajoutée locale et à développer une véritable filière de transport public moderne et compétitive», a encore indiqué le ministre, ajoutant que le renouvellement du parc «permettra par ailleurs de réduire les coûts de maintenance, d'améliorer la sécurité et le confort des usagers, tout en renforçant la fiabilité des services de transport collectif».



## Raïna Raïkoun

Belkacem Ahcène Djaballah

**K**haled Louma, homme de radio et artiste, s'est éteint dimanche 24 août à l'âge de 70 ans. Fondateur, au début des années 80, du groupe de rock mythique T34 ?

composé de quatre musiciens, en référence au numéro d'une chambre et d'un pavillon dans la cité universitaire de Ben Aknoun (Alger), Khaled Louma était un artiste dans l'âme, la musique étant son moteur et sa raison de vivre. Il faisait partie, en compagnie de Mohamed Ali Allalou, de l'équipe de «Contact», de «Balek le rock» et de «Vibrato» de la Chaîne 3 de la Radio nationale ; équipe animée alors par Aziz Smati (qui sera victime d'un attentat terroriste dans les années 90 ? le laissant à moitié paralysé). Mais Khaled Louma, c'est qui ? L'inculture généralisée ou plutôt l'actuelle culture artificielle née d'une numérisation aveugle ou /et excessive fait que les générations des années post-90 et plus, ne savent pas que Khaled Louma est, tout simplement, une véritable légende algérienne de la musique et de la radio nationales. Doté d'une voix singulière, sans doute la plus belle qu'ait connue la radio Chaîne III, il a été un animateur passionné (années 80 et 90) et un musicien talentueux. Et, surtout, un passeur de culture et d'émotion ayant marqué toute une génération (lui aussi, n'ayant pas vécu avec une pension de retraite). Ya hasra 'Ala Zman, il n'y avait pas (encore) cette horrible et détestable différenciation arabophones-francophones-amazighiphones. Il n'y avait que des jeunes algériens, filles et garçons, universitaires, lycéens, jeunes travailleurs et aussi chômeurs appréciant, malgré toutes les difficultés, une joie de vivre sans moralisateurs et sans censeurs autour d'eux. On chantait, on riait, on dansait, on vivait, on..., on... Bref ! On ne s'ennuyait pas.

Aussi, durant près d'un demi-siècle, avec son orchestre (et aussi avec les «Icosiums»), il a favorisé une musique allant du rock au jazz, en passant par les genres disco et funk, sans omettre un moment de s'abreuver de la musique traditionnelle chaâbi, une musique adaptée à l'Algérie, en arabe algérien et avec des sujets assez «chauds» pour l'époque. Ainsi, les «T34» avaient mis le feu aux poudres de la jeunesse algérienne des années 70 et 80, et les chansons cultes comme «Boualem El Far», «Chi ness», «Jamais doukh» et «M a dir walou» ont marqué toute une génération, aujourd'hui presque sexagénaire et plus. Après 15 ans d'absence, le groupe T34 a refait surface et a donné un concert inoubliable en 2008, au niveau du Théâtre de verdure d'Alger.

Son décès vient brutalement rappeler que l'Algérie est un pays qui a été extrêmement riche en com-

### Kh. LOUMA : Vie et mort d'une légende !

pétences culturelles modernistes, malheureusement aujourd'hui reconnues seulement après leur décès. Juste le temps de présenter des condoléances ! Le drame est de constater que cet oubli touche tout particulièrement, toute la période 62-90. Une période devenue «honteuse» ? ! Parce que surtout d'expression francophone et intimement algérienne ? Ni bâathiste, ni berbériste, ni raciste, ni régionaliste, ni pagiste, ni islamiste (ça n'existait pas encore !), ni... Mais, toujours et seulement novembriste, le patriotisme à fleur de peau et «l'Algérie avant tout» ! Il y avait certes des «hittistes», des «tchitchi» et des «papichettes», tous gentils «Omar Gatalato» seulement chercheurs d'amour et de joie, mais pas (encore) de «haragas».

Parce que trop libre dans ses expressions ? Parce que trop ouverte sur le monde moderne, l'universel et le progrès ? Parce que pas trop religieuse ? Peut-être trop contestatrice de l'ordre établi ? Un peu de tout, de tout un peu, une Algérie vert-blanc-rouge.

Point barre ! A l'heure où certains «démons» conservateurs semblent se réveiller, voulant faire replonger la société dans des passés tellement sur-mythifiés qu'ils en sont devenus mystificateurs, le secteur culturel devrait renouer avec l'histoire récente, celle des années 60-70 et 80, de la vie sociale et politique du pays. D'abord, en rendant hommage à toutes celles et à tous ceux qui y ont contribué artistes, écrivains, journalistes, animateurs de radio et de télévision, chouchous et éducateurs, cinéastes, acteurs, poètes. Une réconciliation avec sa nature profonde, réelle et non sur-politisée.

Quelques extraits du «Dictionnaire des citations algériennes», A-D B, éd. El Qobia, Alger 2022

-La musique est un bienfait pour tous. Par sa diversité, elle permet de choisir son rythme, afin de ressentir les émotions désirées. Langage universel toujours disponible, elle efface les différences et unit les hommes, quelles que soient leurs classes sociales, leur race et leur religion. Les chants parcourent le monde en ignorant les frontières (Marie-Claude Radziewsky, avocate, «Les femmes vaillantes». Récits et témoignages © Casbah Editions, Alger 2018)

-Par sa robustesse neuronale, la musique déconstruit, remue, étire et provoque un remodelage cérébral inimaginable (Ounnoughene Mouloud, «La musique autrement. De la note à la thérapie». Essai © Editions Dar Khettab, Alger 2022)

-Sans la musique, la vie serait un erreur (Nietzsche cité in Ounnoughene Mouloud, «La musique autrement. De la note à la thérapie». Essai © Editions Dar Khettab, Alger 2022)

## El Oued Un individu arrêté pour spéculation illicite sur les pneus

Le tribunal d'El Oued a ordonné, jeudi, le placement en détention provisoire d'un individu pour son implication dans une affaire de saisie de 659 pneumatiques destinés à la spéculation illicite, indique un communiqué du parquet près le même tribunal.

«En application des dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'El Oued infor-

me l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite sur les biens et les marchandises, et suite à des informations parvenues aux services de la police judiciaire faisant état d'un individu exerçant dans le commerce de détail des pneumatiques, en utilisant des entrepôts non déclarés, il a été procédé, après perquisition, à la saisie de 659 pneumatiques», a précisé la même source.

«En date du 4 septembre 2025, le mis en cause, répondant aux initiales (S. I.), âgé de 44 ans, a été présenté devant le parquet de la République et déferé devant le tribunal conformément à la procédure de comparution immédiate pour le délit de spéculation illicite».

L'affaire a été renvoyée à l'audience du 9 septembre 2025, avec placement du mis en cause en détention provisoire, conclut le communiqué.



## Ouverture de la 4<sup>e</sup> édition de l'IATF 2025 Tebboune plaide pour une Afrique forte et influente

*Pour le continent africain, le moment est opportun pour sortir des sentiers battus. Une opportunité offerte par la 4<sup>ème</sup> édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) qui se tient à Alger du 4 au 10 septembre, où la volonté politique se joint à la détermination des opérateurs économiques et des hommes d'affaires, venus de divers horizons du continent, pour réaliser le saut vers un avenir meilleur.*

A. Z.

C'est pour cet avenir meilleur qu'a plaidé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de cette 4<sup>ème</sup> édition de l'IATF au Centre international de conférences (CIC) 'Abdelatif Rahal'. D'emblée, le Président Tebboune a insisté sur l'impératif d'une vision fédératrice pour une Afrique forte et influente, soulignant la volonté de l'Algérie de contribuer activement à cette vision ambitieuse. Affirmant dans ce sillage que «l'Afrique représente l'avenir» et que «l'Algérie contribuera activement aux efforts visant à relever le défi du développement du continent». Faisant constater que cette édition de l'IATF se tient dans «une conjoncture mondiale très sensible et délicate, où les événements s'accroissent à un rythme sans précédent», le Président Tebboune a affirmé que la rencontre d'aujourd'hui, «bien plus qu'un simple événement économique, se veut l'incarnation de la conscience collective qui nous anime tous pour édifier un continent intégré, un continent à la volonté forte et influent dans son environnement régional et international». Non sans rappeler les réalisations accomplies au niveau continental durant les deux dernières décennies, notamment l'activation de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), l'adhésion de l'Union africaine (UA) au G20 et l'établissement de relations de partenariat avec les grandes puissances et organisations écono-

miques dans le monde». Il a, toutefois, estimé que «du chemin reste à parcourir pour réparer les injustices historiques envers l'Afrique et permettre au continent de prendre la place qui lui sied dans l'Economie mondiale». Citant les statistiques qui attestent des faibles parts que détient l'Afrique dans les institutions internationales, rappelant que sa part dans les droits de vote au Fonds monétaire international (FMI) n'excède pas 6,5%, la plus faible au sein de cette organisation, ainsi que sa part à la Banque mondiale qui ne dépasse pas 11%, ou encore la part insignifiante de l'Afrique dans le Commerce mondial, qui ne dépasse pas les 3%, le Président Tebboune a désapprouvé cette situation en prenant appui sur les ressources dont elle dispose et qui représentent 30% des ressources naturelles mondiales, en sus d'une population de plus de 1,5 milliard, qui en fait un immense marché émergent».

Evoquant «le profond manque en infrastructures de transport, d'énergie, de communication et de financement» dont souffre le continent africain, le président de la République a souligné que ces données «ne doivent pas entamer notre détermination, mais constituer une motivation supplémentaire pour mobiliser nos capacités collectives et transformer notre réalité continentale en succès en matière de développement».

Dans ce sens, le Président Tebboune a souligné les efforts de l'Algérie pour pallier ces insuffisances, à travers plusieurs mégaprojets structurants qui profitent au continent, en tête desquels la route transsaharienne, le gazoduc reliant l'Algérie et le Nigeria, qui garantira l'énergie à plusieurs pays, le projet de dorsale transsaharienne à fibre optique qui renforce la souveraineté numérique, la ligne ferroviaire vers le Mali en passant par Adrar et la ligne ferroviaire vers le Niger en passant par Tamanrasset, en plus du lancement de liaisons aériennes et maritimes, entre les capitales africaines, l'ouverture de succursales de banques algériennes dans différents pays africains et bien d'autres projets.

### Développement du continent Ghrieb souligne l'importance de la contribution des diasporas africaines

Le Premier ministre par intérim, M. Sifi Ghrieb, chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de présider l'ouverture des travaux de la Journée des diasporas africaines au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, dans le cadre de la Foire commerciale intra-africaine (IATF), a souligné l'importance de la contribution de ces diasporas au développement du continent, mettant l'accent sur la place de choix qu'accorde l'Algérie à sa communauté nationale. Devant de hauts responsables africains et de responsables d'organisations africaines, le Premier ministre par intérim a déclaré que le président de la République n'a eu de cesse de placer la communauté nationale à l'étranger au cœur de ses préoccupations et de lui accorder une attention particulière, faisant observer que ce lien solide s'est renforcé à travers les étapes historiques charnières qu'a connues le pays, qui ont permis de renforcer cette union sacrée entre la communauté établie à l'étranger et son pays d'origine.

Pour M. Ghrieb, cette rencontre est une opportunité pour renouer le lien spirituel et affectif entre les diasporas africaines à l'étranger et leur continent d'origine, et constitue un espace adéquat pour "affirmer l'importance majeure de l'apport des diasporas africaines et des personnes d'ascendance africaine au développement du continent, ainsi que leur rôle éminent dans la préservation des liens étroits et forts entre les générations successives".

"Ce lien étroit, que les hautes autorités de l'Etat œuvrent, sans relâche, à renforcer, porte aujourd'hui une profonde signification, alors que nous sommes à quelques semaines de la commémoration du 64<sup>e</sup> anniversaire de Journée nationale de l'émigration, célébrée le 17 octobre de chaque année", a-t-il dit.

Cette importante étape historique, a-t-il ajouté, incarne les sacrifices consentis par les migrants pour l'indépendance et offre l'occasion de rappeler le rôle historique des diasporas africaines dans la résistance contre la colonisation, la lutte contre la discrimination raciale et l'apartheid, et le combat pour se libérer de toutes formes de persécution raciale, d'esclavage et d'exil forcé.

Dans ce contexte, il a rappelé la décision du président de la République en 2021 d'ériger une fresque murale en Algérie à leur mémoire et en reconnaissance de leurs sacrifices, ce qui reflète "l'engagement des hautes autorités du pays à préserver cette mémoire et à se tenir aux côtés des enfants de l'Algérie partout où ils se trouvent".

M. Ghrieb a affirmé que l'engagement d'hier des diasporas africaines à contribuer au processus de lutte pour la libération de notre continent se poursuit aujourd'hui sous de nouvelles formes, fondées sur leurs expertises et compétences ainsi que sur leurs multiples ressources.

A cette occasion, Il a rappelé que l'Algérie appartenait au groupe des Etats membres du Comité de haut niveau chargé de la mise en œuvre de la "Décennie des racines

### LE RÔLE PIONNIER DE L'ALGÉRIE DANS LE DÉVELOPPEMENT DU CONTINENT

En sus d'autres efforts qui méritent d'être soulignés, comme la contribution de l'Algérie à la mise en place des fondements du Commerce intra-africain, notamment à travers la création de cinq zones franches avec les pays frères du Maghreb et de la région sahélo-saharienne, ainsi que l'effacement des dettes de 14 pays africains d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, ce qui illustre l'orientation africaine de l'Algérie, a soutenu le président de la République. Il a, par là même, mis en avant les capacités permettant à l'Algérie de contribuer au développement du continent, notamment à travers la possibilité pour les ports algériens de recevoir, d'ici 5 ou 6 ans, des marchandises en provenance des pays africains enclavés.

De son côté, le président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), M. Oramah Benedict, a souligné dans son allocution à l'ouverture de la 4<sup>ème</sup> édition de l'IATF «le rôle pionnier de l'Algérie dans le renforcement de l'intégration africaine, affirmant qu'«elle est la locomotive de la transformation économique du continent». Pour sa part l'ancien président de la République du Niger, M. Mahamadou Issoufou, a salué lui aussi le rôle pionnier du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le développement de l'Afrique et son émancipation économique. Dans une allocution, M. Issoufou a précisé que l'Algérie, sous la direction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réussi à se frayer une place de choix dans l'Economie africaine, «en devenant la 3<sup>ème</sup> plus grande économie africaine, ce qui lui a permis de prendre le leadership du continent et de s'ériger en pays pivot dans l'intégration et l'ouverture économiques». «L'Algérie était et demeure La Mecque des révolutionnaires et des mouvements de Libération. Elle est aujourd'hui un Etat pivot dans l'intégration et l'ouverture économiques», a-t-il assuré.

et de la diaspora africaine", adoptée par l'Union africaine pour la période 2021-2031.

Réaffirmant le soutien de l'Algérie au rôle pivot de l'UA, en tant que centre de coordination de toutes les initiatives de la diaspora au niveau du continent, le Premier ministre par intérim a souligné qu'"elle est pleinement disposée à contribuer activement à l'accélération de la mise en œuvre de projets communs relatifs à la diaspora".

Au moment où le continent s'apprête à tenir le "9<sup>e</sup> Congrès panafricain" en décembre prochain à Lomé (Togo), M. Ghrieb a insisté sur "le besoin urgent, maintenant plus que jamais, de redoubler d'efforts pour mobiliser les énergies des diasporas africaines, bénéficier de leurs compétences et expertises, et renforcer l'unité, la solidarité et la cohésion du continent, afin de contribuer à réaliser un développement intégré et global du continent, avec l'appui de ses diasporas et des personnes d'ascendance africaine".

La diaspora africaine constitue aujourd'hui "une force économique, sociale, politique et culturelle majeure et un acteur capable d'apporter une contribution croissante à la prospérité et au développement du continent", selon le Premier ministre par intérim, qui a affirmé que la rencontre sera l'occasion d'examiner les moyens permettant à cette diaspora de contribuer à la promotion du continent à l'étranger et d'œuvrer à opérer un changement profond dans le narratif relatif aux diasporas africaines.

### ZLECAf Unifier les efforts pour bâtir un marché intérieur solide face aux défis internationaux

Le Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), Wamkele Mene, a appelé, jeudi à Alger, les Etats de l'Union africaine (UA) à unifier leurs efforts pour bâtir un marché intérieur solide à travers la ZLECAf, afin de renforcer la résilience et de protéger les intérêts communs face aux défis actuels au niveau international. Dans son allocution lors de la cérémonie d'ouverture de la 4<sup>e</sup> édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en présence de chefs d'Etat et de délégations participantes, M. Mene a affirmé que «le contexte mondial actuel se caractérise par une incertitude dans les échanges commerciaux, la montée du nationalisme économique et la protection des investissements, d'où la nécessité d'œuvrer de concert et avec détermination et diligence pour bâtir un marché intérieur solide, en tirant profit de la ZLECAf afin de renforcer les capacités de résilience de l'Afrique et de protéger ses intérêts communs».

Selon le SG de la ZLECAf, le continent est confronté à plusieurs enjeux et défis, rendant nécessaire l'accélération de la levée des obstacles intra-africains au commerce et à l'investissement.

Pour relever les défis auxquels sont confrontés les pays africains, particulièrement dans le domaine des transports, M. Mene a plaidé pour la mise en œuvre du Marché unique du transport aérien africain, l'accélération du déploiement des instruments d'appui, à l'instar du Fonds d'ajustement de la ZLECAf, dont le lancement est prévu prochainement en Algérie. Il s'agit également de mobiliser les investissements africains pour la réalisation des infrastructures, des réseaux de transport et de logistique.

Ces défis, a-t-il ajouté, restent à la portée des pays africains, en témoignent les derniers résultats accomplis en matière de commerce intra-africain, lequel a connu en 2024 une forte reprise, dépassant 220 milliards de dollars, soit une hausse de 12,5 % par rapport à 2023. Cette reprise dans les échanges intra-africains s'est également traduite par un changement progressif de la composition du commerce africain, marquée par une hausse notable de la commercialisation de produits manufacturés tels que les véhicules, les produits alimentaires transformés, les produits chimiques et les appareils électroniques, a-t-il relevé, soulignant que cette évolution reflétait «la transition du continent africain d'une économie basée sur l'exportation de matières premières vers une économie plus industrialisée».

Ce processus, a-t-il poursuivi, doit être soutenu par davantage de réformes, notamment dans les domaines des infrastructures de transport et de l'industrie, ainsi que par l'adoption de protocoles économiques tels que le Protocole sur le commerce numérique, affirmant que l'exploitation du potentiel de l'économie numérique africaine permettrait la création d'emploi pour la jeunesse africaine.

Le SG de la ZLECAf a salué le rôle de l'Algérie dans l'organisation de la 4<sup>e</sup> édition de l'IATF, soulignant que «l'Algérie est le pays le plus indiqué pour accueillir cette édition, compte tenu de son long parcours de lutte pour l'unité africaine, et ayant toujours été à l'avant-garde dans le combat contre le colonialisme».

### Le Nigeria accueillera la cinquième édition en 2027

La ville nigériane de Lagos abritera la cinquième édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) en 2027, a-t-on annoncé jeudi à l'ouverture, à Alger, des travaux de la 4<sup>e</sup> édition de la foire, sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le pays hôte de la cinquième édition a été dévoilé à travers une vidéo diffusée lors de la cérémonie d'ouverture de la quatrième édition, en présence des chefs d'Etat et des chefs de délégations participants, des invités de l'Algérie, ainsi que de hauts responsables de l'Etat et de membres du Gouvernement.

L'Egypte avait accueilli les première et troisième éditions de l'IATF en 2018 et 2023, tandis que l'Afrique du Sud avait accueilli la deuxième édition en 2021.



## AAP Plus de 16.000 projets d'investissement enregistrés

**L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAP) a annoncé, jeudi, l'enregistrement de plus de 16.000 projets d'investissement déclarés depuis le lancement de ses activités en novembre 2022, dont 300 projets liés à des investisseurs étrangers issus de 40 pays, a déclaré Mme Imane Toumi, responsable au sein de l'Agence.**

Cette annonce a été faite lors de l'intervention de la représentante de l'AAP au forum «Journée de l'Algérie» (Algeria Day), organisé dans le cadre de la 4e édition de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025), qui se tient du 4 au 10 septembre au Centre international de conférences «Abdelatif Rahal» à Alger, sous le thème: «L'Algérie: une plateforme émergente pour l'investissement et le commerce en Afrique».

Mme Toumi a expliqué que ces résultats étaient le fruit des réformes engagées par les hautes autorités pour améliorer le climat des affaires, offrir des incitations adaptées aux investisseurs, simplifier les procédures et prendre en compte les attentes des différents acteurs économiques.

L'Agence œuvre à impliquer les opérateurs économiques et à tenir compte de leurs obser-

vations à travers le guichet unique, tout en œuvrant actuellement à l'intégration du corps des Douanes dans sa plateforme numérique afin de faciliter le contact des investisseurs.

La représentante du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Mme Leila Mokhtari a, pour sa part, souligné que la politique nationale visant à diversifier l'économie repose sur l'encouragement des exportations hors hydrocarbures, l'amélioration du climat de l'investissement et la participation aux manifestations commerciales internationales.

Elle a fait observer que l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) ouvrira de nouveaux espaces à l'économie nationale et apportera une dynamique supplémentaire aux entreprises algériennes pour adhérer au processus d'intégration africaine.

Cette orientation contribuera au développement des exportations, à l'attraction des investissements étrangers, à travers la promotion des chaînes d'approvisionnement régionales, le renforcement de la compétitivité des entreprises africaines et l'établissement de bases d'intégration économique plus efficaces au niveau du continent, selon la même responsable.

La «Journée de l'Algérie» tend à promouvoir le pays en tant que pôle d'investissement prometteur, en mettant en valeur le climat des affaires, les réformes incitatives de l'investissement, la valorisation des secteurs porteurs et les opportunités d'investissement, ainsi que les efforts de l'Algérie visant à renforcer les chaînes de valeur aux niveaux africain et mondial et à consolider les partenariats Sud-Sud dans le cadre de la ZLECAf.

## Economie algérienne Hausse de 7,2% du PIB en valeur nominale en 2024

Le PIB de l'Algérie, en valeur nominale, est passé de 33.678,7 milliards de DA en 2023 à 36.103,5 milliards de DA en 2024, en hausse de 7,2%, a indiqué jeudi l'Office national des statistiques (ONS).

Cette hausse reflète «une évolution de 3,4% de l'indice implicite des prix du PIB sur l'année», souligne l'Office précisant que la valeur du PIB en 2024, convertie en dollars, s'élève à 269,3 milliards de dollars.

La croissance réelle de l'économie algérienne a, quant à elle, atteint 3,7% en 2024, selon un communiqué de l'ONS.

«Cette évolution traduit le maintien d'une dynamique économique positive. La progression du PIB en 2024 résulte essentiellement des hausses enregistrées dans certains secteurs stratégiques», analyse l'Office.

L'agriculture, l'industrie agro-alimentaire, l'industrie textile et le commerce ont contribué de manière significative, avec des taux de croissance respectifs de 5,3%, 5,2%, 10,3% et 7,4%.

Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut hors hydrocarbures enregistre une progression plus soutenue que celui du PIB global. Il passe de 4,3% en

2023 à 4,8% en 2024, marquant ainsi «une amélioration notable et une performance économique appréciable», selon l'Office.

En 2024, la demande intérieure a affiché une croissance de 6,9%. Ce rythme «reste soutenu comparé à l'année 2023 et est porté en grande partie par une hausse notable de 9,8% de la formation brute de capital fixe».

Par ailleurs, la consommation finale des ménages a connu une hausse de 3,9% et celle des administrations publiques a augmenté de 2,8%, selon le communiqué.

## Enseignants titulaires Nouvelle phase de traitement automatisé des demandes de mutation

Le ministère de l'Education nationale a annoncé, dans un communiqué, l'ouverture d'une nouvelle phase de traitement automatisé des demandes de mutation inter-wilayas des enseignants titulaires pour l'année scolaire 2025-2026 dont les demandes initiales n'ont pas abouti, et ce, suite à la libération de postes budgétaires après l'affectation des enseignants dont les demandes ont été acceptées lors de la première phase.

«Le ministère de l'Education nationale informe les enseignants titulaires des trois cycles (primaire, moyen et secondaire), dont les demandes de mutation inter-wilayas au titre de l'année scolaire 2025-2026 n'ont pas abouti, que les postes budgétaires libérés au terme des procédures d'affectation

des enseignants dont les demandes ont été acceptées seront pourvus intégralement et sans exception afin de satisfaire un maximum de demandes, avant de recourir au recrutement d'enseignants contractuels», lit-on dans le communiqué.

De ce fait, ajoute la même source, «une nouvelle phase de traitement automatisé des demandes de mutation hors de leurs établissements d'origine (pour les enseignants dont les demandes n'ont pas abouti) sera ouverte».

«Les enseignants pourront connaître les résultats sur leurs comptes personnels sur l'espace qui leur est dédié sur le système d'information du secteur de l'éducation nationale, et ce, à partir de dimanche 7 septembre 2025 via le lien suivant

<https://ostad.education.dz>», selon la même source.

«Les enseignants dont les demandes de mutation hors de leurs établissements d'origine seront acceptées au cours de cette nouvelle phase devront choisir leur futur établissement durant la période allant du 7 septembre 2025 à 14h00 au 9 septembre 2025 à minuit (00h00)», poursuit le communiqué.

S'agissant du recrutement des enseignants contractuels, «le ministère de l'Education nationale porte à la connaissance des candidats inscrits sur la plateforme dédiée +tawdif+, qu'ils pourront consulter les résultats du traitement automatisé de leurs demandes à partir du 11 septembre 2025, via le lien <https://tawdif.education.dz>», conclut le communiqué.

## Agression d'un couple sur l'autoroute 5 individus placés en détention

Cinq (5) individus, dont deux mineurs, ont été placés, jeudi, en détention provisoire pour leur implication dans une affaire d'agression contre un couple sur l'autoroute, suite à la diffusion d'une vidéo largement relayée sur les réseaux sociaux, indique un communiqué du parquet de la République près le tribunal d'El Harrach.

«Conformément aux dispositions de l'article 19, alinéa 03, du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal d'El Harrach informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre toute forme de crimes, et suite à la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo montrant un groupe d'individus agressant un homme et son épouse sur l'autoroute, le parquet de la République a ordonné l'ouverture d'une enquête préliminaire sur

les faits», précise le communiqué.

L'intensification des recherches a permis «l'arrestation, en un temps record, des mis en cause par la brigade de la Gendarmerie nationale (GN) de Mohammadia», ajoute la même source. Il s'agit de (B. H.), (B. A.) et (S. M.), ainsi que des deux mineurs (B. H.) et (B. A.).

«Déférés jeudi 4 septembre 2025 devant le parquet, ils ont été poursuivis selon la procédure de la saisine immédiate pour les adultes et par requête introductive devant le juge des mineurs pour les deux mineurs, pour les délits de mise en danger de la vie d'autrui, dégradation volontaire de biens d'autrui et stationnement abusif entravant la circulation», ajoute la même source.

«Tous les accusés ont été placés, le même jour, en détention provisoire», conclut le communiqué.

## Trois accusés écroués Des psychotropes, huit véhicules et une somme considérable d'argent saisis



Trois (3) accusés ont été placés, jeudi, en détention provisoire pour importation, détention et transport de psychotropes, a indiqué un communiqué du procureur de la République près le pôle pénal spécialisé au tribunal d'Oran.

«Conformément aux dispositions de l'article 19 du Code de procédure pénale et de l'article 34 bis 1 de la loi N 25-03 modifiant et complétant la loi N 04-18 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants et de substances psychotropes, le procureur de la République près le pôle pénal spécialisé d'Oran informe l'opinion publique que, dans le cadre de la lutte contre les crimes liés aux stupéfiants et aux substances psychotropes, le service central de lutte contre le trafic illicite des stupéfiants et des substances psychotropes relevant de la Sûreté nationale ont procédé, le 27 août 2025, à l'arrestation de trois individus en flagrant délit, dans la ville de Béchar, en possession d'une

quantité de substances psychotropes de type +Prégabaline+ estimée à 127.950 comprimés. Il s'agit de Mokhfi Ahmed (52 ans), de Nedjadi Ramdane (45 ans) et de Bousedra Morsli (53 ans)», lit-on dans le communiqué.

«Dans le prolongement de l'enquête préliminaire, huit (8) véhicules et une somme d'argent considérable ont été saisis et neuf (9) autres individus ont été arrêtés», ajoute la même source.

En date du 4 septembre 2025, «après présentation des suspects devant le parquet, ces derniers ont été poursuivis dans le cadre d'une information judiciaire pour importation, détention, transport, stockage et obtention de substances psychotropes en vue de leur mise en vente illicite dans le cadre d'un groupe criminel organisé», précise le communiqué.

Après leur audition, le juge d'instruction «a ordonné le placement des accusés en détention provisoire», conclut la même source.



## La réforme du dinar, clef de voûte de la transformation de l'économie algérienne

Par Ali Benouari\*

### Suite et fin

La vraie question à se poser, au fond, est celle du taux de change qui est le plus à même d'assurer la croissance et l'emploi, l'équilibre de nos finances et la protection du pouvoir d'achat des citoyens. Peu se posent cette question, en vérité. Pas même la Banque d'Algérie, dont la mission est la gestion de la monnaie et la stabilité des prix. Elle utilise, à cet effet, le levier de la politique monétaire (taux d'intérêt à court terme) ainsi que l'ajustement, de temps à autre, de la parité officielle du dinar. Cet ajustement se fait sur la base du « Taux de Change Effectif Réel » du dinar (TCER), qui mesure la compétitivité-prix du pays, par rapport aux taux d'inflation de nos partenaires commerciaux. Cette politique de la banque d'Algérie ne la prédispose pas à prévenir les déséquilibres importants et brusques de la balance des paiements qui résultent une chute importante des prix du pétrole, lesquels sont, du reste, libellés en dollars.

De plus, un dinar surévalué ne pénalise pas nos exportations, qui sont libellées en dinar, tandis que tout le monde profite des importations rendues bon-marché par un dinar cher. Notre système de subventions repose lui-même largement sur un dinar stable et fort. D'où, sans doute, le quasi-unanimité observé quand on débat sur une éventuelle dévaluation du dinar.

D'où, aussi, l'extrême réticence à laisser jouer les forces du marché dans la définition du taux officiel.

Cette cécité collective a un prix : le jour où l'on est contraint de dévaluer sous le poids d'une grande nécessité, telle une chute brutale et prolongée du cours pétrole, le retard d'ajustement est tel qu'il conduit à dévaluer dans des proportions insupportables. C'est ce qui s'est produit après la signature de l'accord d'ajustement avec le FMI. Les ravages causés furent autrement plus importants que ceux qui résulteraient d'un dinar dont la valeur fluctuerait en fonction de l'offre et de la demande. Dans ce cas, une telle fluctuation serait quotidiennement amortie.

7- Dans tous les pays, des économistes, des centres d'études, des universités, débattent des problématiques qui concernent la monnaie, contribuant ainsi à développer une réflexion indépendante, très utile pour les décideurs politiques.

### LA PROBLÉMATIQUE DU MARCHÉ FINANCIER

On ne peut pas dire qu'un vrai marché financier existe en Algérie, avec tous les acteurs qui le font vivre, privés et institutionnels, bancaires et non bancaires, et la panoplie des instruments et des mécanismes qui agissent sur la mobilisation de l'épargne, comme il sera détaillé plus loin.

### UN PLAN DE REFORMES EN QUATRE POINTS

Ce plan de réformes s'inspire des problématiques exposées ci-dessus. La réforme fiscale

Cette réforme irait dans trois directions: amnistie fiscale, simplification des taux d'imposition avec suppression des niches fiscales, abaissement significatif de la pression fiscale. Son but est de paver le terrain pour une monnaie saine. Ce terrain, c'est l'élargissement de l'assiette fiscale, l'éradication de l'économie informelle sous toutes ses formes, une meilleure allocation des ressources financières et enfin l'éradication de la corruption, dans une grande mesure.

Le premier volet est l'amnistie fiscale, qui viserait les capitaux non déclarés, qui ne sont pas d'origine criminelle. Ce genre d'amnistie est courant dans les pays les plus développés, assorti d'une amende forfaitaire. Le but recherché est partout le même, à savoir l'inclusion financière, l'élargissement du nombre de contribuables et la lutte contre les trafics et le blanchiment d'argent.

Le second volet est la simplification et la baisse des taux d'imposition, exception faite pour les secteurs des mines et des hydrocarbures, qui resteront régis par des lois spécifiques. A cet égard, une idée est soumise à la réflexion. C'est l'adoption d'une taxe uni-

forme (dite « Flat Tax »). Elle pourrait s'avérer une arme particulièrement judicieuse. 33 pays la pratiquent, appliquant des taux variés, de 10 à 20%. Dans notre pays, une Flat Tax de 10% aurait d'innombrables avantages. Elle supprimerait tout désir de fuite devant l'impôt et rendrait même l'acte de payer l'impôt très populaire. Son calcul deviendrait élémentaire, rendant inutile les maquillages comptables et les coûteux recours aux bureaux d'expertise comptable. Elle supprimerait les redressements fiscaux, source de corruption.

Elle encouragerait le rapatriement de l'argent qui circule dans l'informel et donnerait une attractivité exceptionnelle au pays. Elle rendrait enfin caduques les coûteuses niches et avantages fiscaux. L'élargissement de l'assiette fiscale viendrait compenser le manque à gagner résultant de la baisse du taux d'imposition. Les recettes provenant des hydrocarbures assurent déjà la moitié des recettes fiscales, ce qui est un avantage par rapport à nombre de pays.

8- Une révision à la hausse des droits de douane et/ou une éventuelle dévaluation du taux de change officiel viendraient, au besoin, si nécessaire, fournir un complément de recettes fiscales.

Bien entendu, tout cela devrait faire l'objet de simulations préalables. L'exercice pourrait révéler de bonnes surprises.

### LA RÉFORME MONÉTAIRE

Son but ultime est la convertibilité totale du dinar, synonyme d'une libération complète des changes.

Il est clair que la conjoncture actuelle, marquée par un déficit de la balance des paiements courants et un amenuisement des réserves de change s'y prête moins que vers 2013-2014, quand les réserves de change étaient de l'ordre de 200 milliards de dollars, dépassant largement le montant de la circulation fiduciaire.

Mais le cap doit être celui-là. La politique de change doit contribuer à la création de richesses en encourageant l'effort productif, les investissements et les entrées de capitaux. Elle doit tenir compte, en particulier, de notre dépendance à l'égard des prix du pétrole, dont les fluctuations mettent régulièrement en péril nos équilibres extérieurs. Le facteur d'ajustement doit cesser d'être le niveau des importations.

Celles-ci ne doivent plus appréhender comme un facteur nuisible, mais comme un facteur de croissance, si elles sont destinées à développer notre outil de production. Il n'y a qu'à voir la structure du commerce extérieur de la plupart des pays développés. Leur croissance est directement liée au niveau de leurs importations. Le but étant d'exporter plus que l'on importe.

On devrait donc planifier cette option de convertibilité totale dès aujourd'hui, pour la mettre en pratique dès que les conditions financières la rendront possible. Il faudrait nécessairement y associer les agents économiques et les représentants des travailleurs, les universitaires et les chercheurs, car cette réforme n'ira pas sans de profondes réformes structurelles qui impacteront toute la société.

Certaines réformes toucheront à la sphère micro-économique. Elles tendront à rendre nos entreprises plus performantes. D'autres seront à caractère macro-économique et viseront à modifier l'environnement économique, monétaire, financier, fiscal, budgétaire et même douanier.

La liberté complète des changes, si elle est affichée comme but à atteindre, pourra contribuer à créer un choc positif qui stimulera le désir de changement à tous les niveaux.

Des réformes de cette nature ont fait le succès de nombreux pays, tels la France et l'Allemagne : Réforme allemande de 1949-60 et 1948 qui a introduit le Deutsche mark à la place du reichsmark, réforme française qui a créé le nouveau franc à la place de l'ancien Franc.

Ces deux pays avaient alors libéralisé totalement leur régime de change. S'assurant, ce faisant, une longue période de prospérité.

Une réforme équivalente en Algérie induirait nécessairement la création d'un nouveau dinar, qui viendrait remplacer les anciens billets. Un dinar lourd,

convertible, débarrassé de deux zéros. Assis sur une fiscalité totalement rénovée, Il viendrait booster les investissements, mieux que ne le ferait le meilleur des codes d'investissement.

9- A ceux qui objecteraient que notre niveau de développement n'est pas compatible avec une réforme de cette ampleur, on pourrait rétorquer que d'autres pays moins nantis que le nôtre ont suivi le même chemin avec des résultats spectaculaires, comme le Rwanda, qui a les meilleures performances économiques en Afrique.

- Une étape transitoire : L'instauration d'un double marché des changes Ce double marché est plus facile à mettre en place, mais il ne doit être envisagé que comme une étape transitoire, devant conduire à une convertibilité totale et à une libération complète des changes. Pour éviter les distorsions qu'il pourrait créer, il est impératif qu'il soit lui aussi accompagné d'une réforme fiscale qui s'inspirerait de la réforme décrite précédemment. Ce double marché implique, concrètement la reconnaissance du marché parallèle des devises, qui deviendrait un marché libre, fonctionnant aux côtés de l'actuel marché des changes administré. Le marché administré serait réservé aux transactions courantes. Il pourrait être limité éventuellement aux seules opérations en marchandises, et encore plus spécifiquement à l'importation de matières premières et équipements jugés essentiels au bon fonctionnement de l'économie ainsi qu'aux produits de première nécessité, dans un souci de protection du pouvoir d'achat des classes vulnérables. Les devises provenant des exportations continueraient à être cédées au taux administré, comme c'est le cas aujourd'hui.

Le marché libre serait ouvert aux transactions commerciales et financières autres que celles visées précédemment. Toutes ces opérations seront nécessairement domiciliées auprès des banques.

Le taux du marché libre fluctuerait en fonction de l'offre et de la demande de devises. Ce marché serait approvisionné par l'épargne des émigrés et des touristes, par les détenteurs

locaux de comptes en devises et par les entreprises exportatrices. Son taux, plus cher que le taux officiel, facilitera l'inclusion financière des dinars et des devises qui circulent aujourd'hui dans la sphère informelle. Il stimulera les entrées de capitaux dans le pays qui emprunteront la voie, plus sûre, des banques et des bureaux de change agréés, qui pourront intervenir sur ce marché à l'achat et à la vente. Ce marché libre viendrait également atténuer les tensions récurrentes qui touchent l'approvisionnement du marché local en pièces de rechange et autres biens de consommation importés.

Le double marché donnera un statut clair aux comptes en devises de résidents qui seront pleinement intégrés à l'économie officielle. Sa régulation sera assurée par la Banque d'Algérie, qui pourra agir sur l'écart entre les taux, en alimentant, chaque fois que nécessaire, le marché libre. Ce rôle de régulation est un puissant levier pour décourager toute spéculation. Il s'ajoutera au levier des taux d'intérêt, notamment sur les placements en devises. Un tel double marché peut-il engendrer des distorsions ? Le double marché n'empêchera pas totalement certains importateurs de détourner à leur profit la réglementation des changes.

10- On sait déjà que le marché parallèle des devises encourage la surfacturation des importations. Certains opérateurs gonflent leurs importations (qui s'effectuent au taux officiel), puis vendent la différence au taux parallèle. Ce risque continuera d'exister, mais à une échelle moindre. L'État pourra du reste contrer ce risque en renforçant ses moyens de contrôle. Peut-il y avoir d'autres distorsions ? Cette question doit être minutieusement examinée. La présente contribution n'a pas exploré tous les cas possibles de distorsions.

### LA RÉFORME DU MARCHÉ FINANCIER

Les marchés financiers sont des acteurs indispensables à l'économie de marché, car ils mettent des res-

sources financières à la disposition des acteurs économiques, en dehors du cadre des crédits bancaires. Tous les acteurs économiques sont concernés, le Trésor public, les banques, les entreprises et les investisseurs.

L'architecture de ce marché repose en grande partie sur le marché des valeurs mobilières, c'est-à-dire sur la Bourse, avec ses deux compartiments : actions (créances ou dettes à revenu variable) et obligations (qui sont les emprunts à revenu fixe). La Bourse d'Alger possède est bien organisée, sur le plan réglementaire, pour permettre la négociation de ces deux types de créances, mais le résultat n'est pas à la hauteur des espérances.

### LES FAIBLESSES DU MARCHÉ ACTUEL

-Le compartiment « actions » enregistre un nombre insignifiant de sociétés cotées (six), avec une liquidité des plus réduites et des prix qui ne bougent pratiquement pas.

32 ans après son ouverture, la Bourse d'Alger demeure ainsi l'une des plus petites places financières en Afrique avec une capitalisation insignifiante, qui représente moins de 0,5 % du PIB national. Elle condamne nos entreprises à se tourner vers le seul crédit bancaire (dont on connaît l'étroitesse et les durées trop courtes).

Les jeunes start-up innovantes ne peuvent y financer leur développement, comme cela se pratique là où existe un vrai marché financier.

-Le marché obligataire a été créé, en 1998, mais il peine aussi à se développer. Seules trois (3) entreprises, toutes étrangères (deux sociétés de leasing, MLA et ALC et le sidérurgiste Tosyali) y sont aujourd'hui présentes, avec un total d'emprunts en cours de 23,4 milliards de DA. Coté public, on note seulement la présence du Trésor du Trésor public, avec 43 émissions en cours.

Le cadre institutionnel est en place, les incitations fiscales sont relativement bonnes, mais le manque d'engouement pour le marché boursier rappelle que des efforts doivent encore être faits.

Les pouvoirs publics sont parfaitement conscients qu'ils doivent encourager les entreprises, privées et publiques, à ouvrir leur capital aux investisseurs, former les intermédiaires en bourse, développer les métiers financiers dans les universités et les centres de formation, améliorer le cadre réglementaire. Mais le temps presse, pour accélérer ces réformes.

Ce qui manque, pour compléter et mieux faire fonctionner l'architecture d'ensemble :

- l'encouragement des entreprises, privées et publiques, à ouvrir leur capital aux investisseurs, 11
- la formation des intermédiaires en bourse et le développement des métiers financiers dans les universités et les centres de formation,
- Une diversification des acteurs de l'intermédiation, (sociétés de capital-risque et de capital-développement,
- une diversification des instruments de couverture des risques (marché à terme, options et produits dérivés), qui sont d'une grande nécessité car l'économie de marché est synonyme de risques. Risques de change induits par les opérations d'exportation de d'importation pour les entreprises, risques de « transformation » induits par les opérations de des banques.

Ces instruments de couverture sont indispensables si on donne aux banques et aux entreprises les moyens de leur efficacité, dans le contexte d'une économie de marché ouverte.

### LA RÉFORME DE LA POLITIQUE TARIFAIRE

La politique tarifaire ne peut être dissociée de la politique de change, ne serait-ce qu'au regard de la très sensible question des subventions. Trait dominant de notre État social, les subventions indirectes et directes financées par le budget de l'État sont destinées à protéger le pouvoir d'achat des citoyens.

Tout démantèlement de nos barrières douanières douanier les impacte, en détruisant une partie de l'appareil pro-

ductif national et en faisant reposer le soutien aux classes défavorisées sur les seules ressources pétrolières et gazières.

Il importe donc, au regard de l'importance de ces subventions, d'examiner tout ce qui agit sur elles, notamment les tarifs douaniers et le taux de change.

Si on considère que le pays n'a pas les moyens de faire face à un niveau d'importations donné, mettons 50 milliards de dollars, on peut en déduire, à première vue, soit que le taux de change est surévalué, soit que le pays importe trop de biens et services non nécessaires.

Dans le premier cas, le taux de change officiel devrait être dévalué, car son maintien conduirait à un gaspillage de devises et à la destruction du tissu économique national.

Dans le second cas, la solution serait d'augmenter les droits de douane. Mais cette alternative se heurte principalement aux contraintes de l'accord d'association avec l'U.E avec laquelle s'effectuent plus de la moitié de nos échanges. Contraintes qui sont d'ailleurs à l'origine de :

- L'introduction, en 2018 et ce, à titre temporaire, de taxes spécifiques à l'importation comme la DAP (Droit additionnel de sauvegarde, entre 30 et 200% décidée en 2018).

- L'interdiction de certaines importations,

- L'introduction du régime des licences d'importation pour limiter l'accès à la devise à l'importation de biens nécessaires.

Mais les deux dernières mesures sont créées, non seulement par l'Union européenne, qui y voit une violation de l'accord d'association, mais aussi par nos entreprises, qui y voient une restriction à leur marge de manœuvre et à leur efficacité.

Il est difficile de prévoir l'issue du bras de fer actuel avec l'UE, mais la négociation risque d'être longue.

12- Aussi, l'option de la dévaluation, même progressive, risque de s'imposer d'elle-même. Une dévaluation du dinar de 20%, par exemple, aurait le même effet qu'une augmentation des droits de douane dans les mêmes proportions, ce qui illustre bien le lien entre la politique tarifaire et le taux de change. Tous deux impactent le pouvoir d'achat de la nation et nos équilibres financiers internes et externes. Mais alors que la dévaluation impacte les prix de tous les produits importés, la politique tarifaire cible les produits qu'on juge non nécessaires.

On voit, ici, l'utilité d'un double marché des changes.

Les produits non essentiels qui seraient éligibles au marché libre des devises, (donc à un taux de la devise plus cher), pourraient se voir appliquer des tarifs douaniers les plus bas et éviter de se voir appliquées des barrières non tarifaires comme les licences d'importation. Ce qui permettrait de limiter la hausse des prix importés.

Les produits à fort impact économique et social qui seraient éligibles au marché administré pourraient avoir des tarifs douaniers plus élevés. Des tarifs qui pourraient être revus à la baisse, en cas de dévaluation, pour compenser l'effet inflationniste de celle-ci, jouant le rôle d'amortisseur.

### CONCLUSION

Les réformes présentées n'ont pour but que de faire réfléchir tous ceux qui peuvent contribuer à les enrichir, car le domaine est particulièrement complexe. Le débat autour des questions monétaires, en particulier, est resté trop longtemps tabou, alors qu'il devrait être ouvert et intense.

J'ai la faiblesse de penser que la réforme monétaire est la clef de voûte de la transformation économique de notre pays, que nos progrès économiques et sociaux ne pourront se lire que dans une monnaie solide, qui redonnera aux algériens la confiance en eux-mêmes et dans leur pays.

*\*Ancien Ministre délégué au Trésor Ancien Président du Conseil de surveillance et co-fondateur de la banque Société Générale Algérie (SGA)*

## Militarisation sociétale et institutionnelle

## Unir le peuple et l'État pour garantir l'avenir de la Nation

Par Oukaci Lounis\*

Suite et fin

**A** l'inverse, une refondation sur la discipline, la rigueur et l'ordre peut constituer un bouclier structurant, capable de préserver l'unité nationale et d'assurer la survie collective.

LA MILITARISATION  
COMME PROJET  
SOCIÉTAL  
ET INSTITUTIONNEL

La militarisation sociétale, loin de se confondre avec une dérive autoritaire, constitue une démarche d'exception qui vise à transposer les qualités d'organisation, de discipline et de résilience du champ militaire vers la sphère civile. Tandis que l'armée demeure la garante de la sécurité et de la souveraineté territoriale, la société est appelée à devenir garante de l'ordre, de la cohésion et de la responsabilité collective. Ce projet repose sur une véritable « militarisation des institutions », entendue comme l'intégration des valeurs de rigueur, de hiérarchie, de devoir et de responsabilité dans le fonctionnement quotidien du politique, de l'éducation, des médias, du sport, mais aussi dans l'espace public. Les fondements théoriques de ce modèle ne sont pas anecdotiques : Max Weber a montré que le monopole de la violence légitime doit nécessairement s'accompagner d'une discipline bureaucratique pour éviter l'anomie ; Michel Foucault, quant à lui, a analysé les « sociétés de discipline » comme des structures capables de transformer les individus en acteurs socialement responsables. L'histoire regorge d'exemples où cette logique a produit des résultats exceptionnels : la rigueur prussienne a forgé une culture de l'efficacité étatique, le Japon de l'ère Meiji a transformé une société féodale en puissance moderne en deux générations, tandis que l'URSS, malgré ses dérives, a démontré la capacité d'un peuple à mobiliser ses forces pour rattraper un retard séculaire.

Ce qui est ici proposé pour l'Algérie n'est donc ni une militarisation au sens répressif, ni un retour en arrière, mais une transposition de modèles d'organisation éprouvés qui, appliqués au contexte national, pourraient constituer un levier exceptionnel pour sortir du chaos social et construire une société disciplinée, solidaire et résiliente.

COMPARAISONS  
INTERNATIONALES

L'expérience de certains pays peut offrir à l'Algérie des pistes de réflexion et d'inspiration pour renforcer la cohésion nationale et consolider le lien Armée-Nation. Trois cas sont particulièrement instructifs. En Corée du Sud, le service militaire obligatoire demeure une pierre angulaire de l'identité citoyenne. Cette pratique, héritée d'un contexte géopolitique de menace permanente, a façonné une jeunesse disciplinée, consciente des

enjeux de sécurité nationale et habituée à une rigueur quasi militaire qui irrigue également le système éducatif et la culture collective (Moon, 2019). À Singapour, la discipline sociale s'impose à travers des lois strictes et une politique de tolérance zéro. Ici, la militarisation ne concerne pas seulement l'armée, mais s'étend au champ politique et au quotidien des citoyens. La propreté de l'espace public, le respect des règles et la lutte implacable contre les incivilités sont érigés en instruments de cohésion et de prospérité nationale (Chua, 2017). Quant à la Finlande, souvent citée comme modèle éducatif, elle illustre une résilience collective où le service militaire obligatoire coexiste avec une discipline citoyenne profondément enracinée dans les valeurs de solidarité et de responsabilité. Le lien entre la défense nationale et la vie civile y est présenté comme un facteur d'unité et de confiance dans l'État (Kivimäki, 2020). Ces exemples montrent que la discipline collective et l'intégration de la jeunesse par des mécanismes structurants – dont le service militaire – peuvent jouer un rôle fondamental dans la consolidation d'une société.

Le lien Armée-Nation constitue l'un des fondements de la stabilité et de la résilience des sociétés modernes. Dans le cas de l'Algérie, ce lien n'est pas une construction artificielle : il plonge ses racines dans la guerre de libération nationale, où l'Armée de Libération Nationale (ALN) s'est identifiée au peuple dans sa lutte pour l'indépendance. Cette fusion entre l'institution militaire et la société civile a façonné une conscience collective où l'armée est perçue non seulement comme un rempart contre l'ennemi extérieur, mais aussi comme un acteur de modernisation, d'unité et de protection des valeurs nationales.

À l'international, les expériences de la Corée du Sud, de Singapour ou encore de la Finlande montrent que le lien Armée-Nation dépasse largement la préparation militaire : il devient un outil éducatif et civique. Le service obligatoire, par exemple, inculque discipline, rigueur et solidarité. En Finlande, il est pensé comme une école de citoyenneté où l'individu apprend à conjuguer liberté personnelle et responsabilité collective. En Corée, il sert de ciment social entre des classes sociales, régionales ou idéologiques parfois divisées.

Pour l'Algérie, l'enjeu est de repenser ce lien dans une logique éducative et citoyenne :

- Intégrer dans les curricula scolaires sous forme d'éducation civique, de formation à la résilience et à la discipline collective.
- Développer des programmes de service national modernisés, orientés non seulement vers la défense, mais aussi vers la recherche, l'innovation, l'agriculture ou la protection civile.
- Faire de l'armée un partenaire social et éducatif, capable de trans-

mettre une culture de rigueur, d'intégrité et de solidarité, au-delà du champ strictement militaire.

Ainsi conçu, le lien Armée-Nation devient un vecteur de culture partagée : il incarne une pédagogie de la citoyenneté où chaque Algérien, par-delà son milieu social ou régional, apprend à s'inscrire dans une communauté de destin.

LES CHAMPS  
PRIORITAIRES  
DE LA MILITARISATION  
EN ALGÉRIE1. La sphère politique  
et institutionnelle

La militarisation ne signifie pas la substitution de l'État civil par l'armée, mais l'intégration des valeurs militaires dans la gouvernance : rigueur, discipline, efficacité et responsabilité. Dans ce cadre, trois axes sont prioritaires :

- Une gouvernance publique inspirée de l'esprit militaire, capable de lutter contre l'anarchie bureaucratique, l'irresponsabilité et les lenteurs administratives.
- Une stratégie nationale anticorruption, fondée sur la traçabilité des décisions, la reddition des comptes et la tolérance zéro face au clientélisme et aux privilèges.
- La transformation de l'État en « État-major de la société », c'est-à-dire une organisation où chaque institution fonctionne comme une unité de combat coordonnée, au service de la nation et non d'intérêts particuliers.

2. L'éducation (écoles, collèges, lycées, universités)

L'école doit devenir un lieu d'apprentissage de la discipline et de la citoyenneté active. Trois mesures structurantes s'imposent :

- L'intégration de programmes de rigueur et de discipline militaire dans les cursus éducatifs, afin de développer le sens de l'effort et du respect des règles.
- Une pédagogie patriotique, valorisant le sacrifice pour la nation, l'attachement au drapeau et la solidarité collective.

• Des pratiques éducatives symboliques telles que le port de l'uniforme, les cérémonies civiques régulières et les exercices collectifs, pour ancrer dès le plus jeune âge l'esprit d'ordre et de responsabilité.

3. Le sport et la jeunesse

La jeunesse représente la force vive de la nation. Le sport doit devenir une extension naturelle de l'esprit militaire :

- Les sports collectifs comme prolongement du service militaire, pour renforcer l'esprit d'équipe, la discipline et le dépassement de soi.
- La valorisation de l'effort et du mérite, en mettant en avant le courage, la persévérance et la combativité.
- L'encadrement civilo-militaire de la jeunesse, afin de canaliser son énergie vers des projets constructifs et patriotiques.

4. La société et l'espace public

La militarisation ne peut réussir sans une réorganisation profonde de la vie collective :

- Tolérance zéro pour l'incivilité,

par une présence accrue des forces de l'ordre et des dispositifs de contrôle citoyen.

- Lutte systématique contre la drogue, la violence et l'errance sociale, perçues comme des menaces directes à la sécurité nationale.
- Rééducation civique par l'encadrement, où la rue et les espaces publics deviennent des lieux d'ordre, de propreté et de respect mutuel.

5. Les médias et la culture

La bataille culturelle et médiatique est aussi cruciale que la bataille militaire :

- Encadrer la parole publique pour bannir les discours de division, de haine ou de propagande antinationale. La liberté d'expression doit s'accompagner de responsabilité patriotique.
- Promouvoir une culture de discipline et de fierté nationale, en valorisant les récits historiques, les héros de la nation et les modèles de sacrifice.
- Mobiliser les médias comme instruments de cohésion, en construisant un imaginaire collectif où l'honneur, la rigueur et la loyauté priment sur le désordre et l'individualisme. Aujourd'hui, l'Algérie n'a plus le luxe de l'hésitation. Le lien Armée-Nation n'est pas une option, c'est une condition d'existence. Dans un monde fracturé, où la guerre hybride et la déstabilisation ciblent les sociétés de l'intérieur, l'Algérie doit choisir : être ou disparaître. Ce lien n'est pas seulement militaire, il est éducatif, civique et social. L'école doit enseigner la rigueur, l'engagement et l'esprit de sacrifice. La jeunesse doit intégrer que servir la Nation, c'est protéger son avenir. L'armée doit être le cœur de cette discipline collective et la société le prolongement de sa force. Ce n'est qu'ainsi que l'Algérie restera debout, maîtresse de son destin.

PLAN OPÉRATIONNEL  
DE MISE EN ŒUVRE

1. Court terme (1-3 ans)

- Introduire la discipline militaire dans les institutions éducatives, professionnelles et universitaires pour former des citoyens rigoureux.
- Imposer la transparence et sanctionner sévèrement la corruption et l'indiscipline politique.

• Lancer des campagnes médiatiques fortes pour réhabiliter le civisme, l'honneur et la discipline nationale.

2. Moyen terme (3-7 ans)

- Rénover et généraliser le service national – Filles & Garçons, en le rendant formateur et inclusif.
- Appliquer des politiques urbaines strictes, pour imposer l'ordre et réduire le désordre public.
- Encadrer la jeunesse par le sport et les activités sociales sous un modèle d'inspiration militaire.

3. Long terme (10 ans et plus)

- Édifier une société disciplinée où la règle commune prime sur les intérêts particuliers.
- Transformer les institutions en armée civile au service exclusif de la Nation.
- Consolider la cohésion natio-

nale comme rempart ultime contre le chaos.

## Conclusion générale

Le monde qui s'annonce ne sera pas régi par les illusions du dialogue superficiel ou les promesses creuses de la mondialisation. Il sera dominé par les nations capables d'incarner discipline, rigueur et cohésion interne. Dans cette ère de bouleversements géopolitiques, la carte du monde se redessine au profit de ceux qui savent unir leur peuple autour d'un projet commun, imposer le respect par l'ordre, et transformer la discipline en force collective. Pour l'Algérie, il ne s'agit pas seulement de prévenir le chaos, mais de bâtir une renaissance nationale. La militarisation sociétale et institutionnelle, comprise comme un modèle d'organisation, de vigilance et de sacrifice partagé, constitue la condition essentielle pour survivre et prospérer dans un environnement international de plus en plus hostile. La puissance de demain ne reposera pas uniquement sur l'économie ou la technologie, mais sur la solidité du lien national, la capacité d'un peuple à se mobiliser, à se discipliner et à défendre son avenir. L'histoire montre que les nations respectées et redoutées sont celles qui ont su faire de la rigueur une vertu, de la cohésion une arme et de l'ordre une valeur cardinale. L'heure n'est pas aux critiques ni aux doutes. Chaque minute perdue fragilise la nation. Le danger est réel, il avance, et ceux qui hésitent préparent la défaite. La discipline, la rigueur et l'ordre ne sont pas des options : ce sont des conditions de survie. L'Algérie n'a pas le luxe du temps, elle doit agir vite, agir fort, agir ensemble. C'est dans cette voie que l'Algérie doit s'engager si elle veut passer de la vulnérabilité à la puissance, de la survie à la grandeur. Le XXII<sup>e</sup> siècle sera celui des peuples organisés et disciplinés ; notre destin dépendra de notre capacité à répondre à cet appel.

## Références

- Figes, O. (1997). *A People's Tragedy: The Russian Revolution, 1891-1924*. London: Jonathan Cape. Référence incontournable pour comprendre comment la discipline militaire et la centralisation se sont étendues à la société soviétique naissante.
- Clark, C. (2006). *Iron Kingdom: The Rise and Downfall of Prussia, 1600-1947*. Cambridge, MA: Belknap Press of Harvard University Press. Ouvrage magistral retraçant comment la rigueur militaire prussienne est devenue une culture d'État et un modèle de discipline sociétale.
- Beasley, W. G. (1972). *The Meiji Restoration*. Stanford, CA: Stanford University Press. Un classique pour analyser .com
- Chua, B. H. (2017). *Singapore as Model: Planning Innovations, Knowledge Experts*. World Scientific Publishing.
- Kivimäki, T. (2020). *National Resilience and Civil-Military Relations in Finland*. Helsinki: Finnish Institute of International Affairs.
- Moon, C. I. (2019). *Military, State and Society in South Korea*. Routledge.

\*Professeur, université de Constantine  
2 Introduction générale



## Les travaux en cours de réalisation Une unité principale de la protection civile à Haï Es-Sabah

K. Assia

La direction de la protection civile de la wilaya d'Oran sera renforcée d'une unité principale dans le quartier de Haï Es-Sabah relevant de la commune de Sidi Chahmi. Cette unité dont les travaux sont en cours de réalisation s'inscrit dans le cadre d'un projet ambitieux visant à augmenter les capacités opérationnelles de la protection civile et aussi à revoir à la hausse le taux de

couverture des unités d'intervention. Ce positionnement géographique n'est pas fortuit puisqu'il est basé sur une étude objective et précise et tient compte également de la densité démographique de cette zone et de ses alentours en plus de la proximité des réseaux routiers. Lors d'une visite effectuée, il y a quelques jours, par le wali d'Oran M. Samir Chibani afin de s'enquérir du taux d'avancement du projet, ce dernier accompagné du directeur de la protection civile de la

wilaya d'Oran a eu un aperçu détaillé sur les travaux qui avancent à un rythme accéléré. En plus de l'expansion des capacités opérationnelles de la protection civile, ce projet permet aussi l'amélioration continue des moyens humains et matériels et a pour but de faciliter les interventions afin de sauver le maximum de vies humaines en apportant aide et secours aux personnes en difficulté avant leur évacuation vers les structures de santé.

## Exercice illégal de l'activité d'esthétique Deux individus arrêtés, des équipements et plus de 170 millions saisis



K. Assia

Les éléments de la brigade de la lutte contre la grande criminalité de la police judiciaire de la sûreté d'Oran ont réussi à mettre un terme aux activités de deux individus qui exerçaient illégalement la coiffure, l'esthétique et la remise en forme et dont ils faisaient la promotion sous des pseudonymes sur les réseaux sociaux Facebook, TikTok. En effet, c'est à la suite de l'exploitation des informations indiquant que des individus exerçaient sans aucune formation au préalable une activité réglementée qui est la coiffure et l'esthétique qu'une enquête a été ouverte.

Celle-ci a révélé que le local abritant cette activité servait également de lieu de débauche. Sur ce, les policiers mettent en place un plan de surveillance et les investigations diligentes après avoir avisé le procureur de la République près le tribu-

nal d'Oran ont donné lieu à l'arrestation de deux individus.

La perquisition effectuée dans ce local a donné lieu à la saisie de nombreux équipements et de matériels médicaux utilisés dans la médecine esthétique en plus d'attestations de qualification douteuses et un montant de plus de 170 millions de centimes. Selon les données de l'enquête, les mis en cause n'avaient aucune compétence ou diplôme médical attestant les interventions d'esthétique ce qui met en danger la santé des personnes et leur intégrité physique. Ils seront présentés au tribunal pour exercice illégal d'activité, escroquerie, mise en danger de la vie d'autrui, création de lieu de débauche et exercice d'activité sans registre de commerce.

Il y a lieu de rappeler que dix salons de beauté ont été fermés il y a plus d'une année lors d'un contrôle effectué par la Commission de l'hygiène, de la santé et de la protection de l'en-

vironnement de l'APC d'Oran, en collaboration avec les services de la direction de la santé, les services du commerce et également les services de la police. En effet, les informations parvenues aux membres de la commission ont révélé que certains salons de beauté proposaient des opérations d'esthétique sans aucune formation ou spécialisation au préalable, ce qui présente un véritable danger pour la vie des patients. Pire encore, les produits proposés et utilisés dans ces interventions étaient périmés. En effet, les descentes effectuées dans ces salons de beauté ont mis à nu plusieurs anomalies et dépassements en matière de transgression sur la santé publique et surtout de non-respect de l'hygiène et de la conformité des produits utilisés. Les soi-disant pratiquants se proclamant médecins n'ont aucun diplôme de médecine et n'ont pas suivi des études de spécialisation, ce qui est en infraction avec la loi.

## Conférence de wilaya sur le système de transport Renforcement du transport public par l'extension du parc de bus

Les participants à une conférence de wilaya sur le système de transport, organisée jeudi soir à Oran, ont appelé au renforcement du transport public par l'extension du parc de bus afin de couvrir toutes les communes de la wilaya, tout en améliorant la qualité des services.

Dans ce contexte, Mouad Abed, coordinateur de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), organisatrice de cette rencontre, a souligné la nécessité de « réorganiser le secteur du transport sous toutes ses composantes, notamment le transport urbain et suburbain, en impliquant la direction locale des transports » et « encourager le secteur privé à investir dans le domaine, conformément à un cahier des charges strict garantissant un bon service au citoyen ». Il a également mis

en avant l'importance de « promouvoir le transport public » ainsi que le « transport écologique » en recourant à des bus électriques, en plus de l'intégration d'applications numériques et de solutions technologiques telles que le paiement électronique.

Le conférencier a salué, à ce propos, les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'importation de 10.000 bus. M. Abed a aussi insisté sur la nécessité d'organiser les stations de transport et d'instaurer un système de contrôle numérique pour évaluer la qualité du service et le respect des horaires par les transporteurs. Il a également proposé la création de groupements de transport avec au moins trois bus par groupement, pour mieux structurer le secteur.

De son côté, Djilali Kandsi, président

de la Fédération des chauffeurs de taxi de la wilaya d'Oran, a appelé « à autoriser l'importation de voitures de moins de 5 ans, destinées aux chauffeurs de taxi inter-wilayas, ainsi qu'à leur octroyer des prêts bancaires pour l'acquisition de ces véhicules ». Cette rencontre, qui a réuni des représentants de la Fédération des chauffeurs de taxi de la wilaya d'Oran, de l'Union nationale des transporteurs algériens, du Syndicat national des chauffeurs de taxi et des transporteurs, tous affiliés à l'Union générale des commerçants et artisans algériens, ainsi qu'un certain nombre de chauffeurs de taxi et de bus, a été une occasion pour soulever plusieurs préoccupations. Parmi celles-ci : la saturation des lignes, le renforcement de la liaison entre les communes, et la nécessité de revoir le système de formation des conducteurs.

## Du 18 au 20 septembre au CCO 1<sup>er</sup> Salon international de la dermoesthétique

La première édition du Salon international de la dermoesthétique, cosmétique et dentisterie (SIDEK 2025) se tiendra du 18 au 20 septembre en cours au Centre des conventions d'Oran, a-t-on appris, jeudi, des organisateurs.

Organisé par le Groupe «Elite Médical», ce salon est destiné aussi bien aux professionnels qu'au grand public, a-t-on fait savoir, ajoutant que l'événement réunira experts, praticiens et visiteurs autour d'une plateforme où l'innovation et les opportunités d'affaires occuperont une place centrale.

Un riche programme de conférences animées par des intervenants de renom, est prévu en marge de l'exposition, structuré autour de qua-

tre axes complémentaires à savoir la dermoesthétique, le cosmétique, la médecine régénératrice et la dentisterie.

Cet événement constitue également une opportunité pour mettre en lumière les innovations algériennes dans les domaines de l'esthétique et de la médecine dentaire, en offrant aux praticiens locaux l'occasion de valoriser leur savoir-faire et de renforcer leur visibilité, précise la même source.

Le SIDEK mettra aussi l'accent sur la formation continue, à travers des ateliers pratiques et des sessions de perfectionnement, permettant aux jeunes professionnels et étudiants de se familiariser avec les dernières avancées technologiques et scientifiques dans les disciplines concernées, souligne-t-on.

## Opération coup de poing de la police 117 individus interpellés et 16 recherchés arrêtés

K. Assia

Afin de sécuriser les biens et les personnes, une vaste opération mobilisant tous les services de la sûreté d'Oran a été lancée dans plusieurs zones et quartiers relevant de la compétence de ce corps de sécurité. D'importants moyens humains et matériels ont été déployés et plusieurs dispositifs fixes et mobiles ont été installés pour lutter contre la criminalité et aussi renforcer la prévention routière.

Cette opération à laquelle ont pris part les éléments des sûretés de daïra, ceux des sûretés urbaines et les unités opérationnelles a donné lieu à l'interpellation de 117 individus qui ont été soumis à un examen approfondi de la situation.

Trois d'entre eux sont activement recherchés par la justice et 13 autres font l'objet de condamnations soit au total 16 personnes recherchées ont été arrêtées. 19 individus ont été arrêtés

pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes prohibées entre autres. Les services de sécurité ont saisi 20 comprimés psychotropes, 20 gr de kif et des armes blanches.

D'autre part, les policiers ont procédé au contrôle de 3 véhicules et ont relevé 15 infractions et délits routiers. Par ailleurs, plusieurs motos ont été contrôlées et 7 infractions routières ont été constatées.

Parmi les infractions constatées l'absence du port de casque, l'absence du permis de conduire, les manœuvres dangereuses, l'absence du gilet de sécurité, les nuisances sonores.

Dans le domaine de la police générale, les unités d'intervention ont contrôlé 16 commerces afin de s'assurer si toutes les conditions liées à l'exercice de l'activité commerciale sont respectées à l'exemple de l'hygiène, de la détention du registre de commerce, etc.

## Suite à l'exploitation d'une vidéo Un autocar immobilisé pour absence de conditions de sécurité

K. Assia

Les éléments de la voie publique de la sûreté d'Oran sont parvenus à éviter le pire après l'immobilisation d'un autocar. Ce dernier roulait avec une roue non conforme et surtout détériorée, ce qui représente un véritable danger pour la vie des usagers. En effet, c'est à la suite de l'exploitation d'une vidéo circulant sur les réseaux routiers et montrant ce bus de transport de voyageurs en train de rouler avec une roue endommagée qu'une enquête a été ouverte. Les

policiers ont intercepté l'autocar au niveau du rond-point El Bahia et le conducteur a été conduit au siège de la 10<sup>ème</sup> sûreté urbaine. Des poursuites seront engagées à son encontre pour absence des conditions de sécurité et mise en danger de la vie d'autrui. Les services de la voie publique rappellent que le numéro vert le 1548, le numéro de secours 17 et l'application «Allo chorta» sont mis à leur disposition pour signaler tout dépassement ou comportement qui risque de mettre leur vie en péril.

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 rabie el aouel 1447				
El Fedjr 05h12	Dohr 13h02	Assar 16h38	Maghreb 19h27	Icha 20h47





## Mostaganem

## Plus de 5 milliards de dinars pour l'aménagement du port commercial

**Les travaux d'aménagement du port commercial de Mostaganem sont actuellement en cours pour une enveloppe financière dépassant 5 milliards de dinars, ont indiqué, jeudi, les services de la wilaya.**



La même source a précisé que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a inspecté, mercredi, les travaux de ce projet stratégique, qui vise à améliorer la dynamique de l'activité commerciale au niveau de cette infrastructure portuaire et à l'équiper de plateformes modernes pour le stockage des conteneurs.

A cet égard, les travaux sont actuellement en cours pour la réalisation d'une plateforme moderne pour le stockage des conteneurs au niveau de la zone des marchandises à l'intérieur du port pour une enveloppe budgétaire estimée à 3 milliards 784 millions DA, parallèlement aux travaux d'aménagement des quais 6 et

7 (sud-ouest du port) et de la zone précédemment dédiée à la pêche pour une enveloppe de 1 milliard 880 millions de dinars, a-t-on souligné de même source.

Ces travaux, qui durent respectivement 7 et 5 mois, sont exécutés par la filiale travaux publics du Groupe public "COSIDER" alors que le suivi technique est assuré par l'entreprise d'études techniques et d'ingénieries architecturales de Médéa.

Le taux d'avancement global des travaux a atteint 20%, réparti entre les travaux de démolition et d'excavation (65%) et l'aménagement des routes et des plateformes (18%), tandis que l'opération de clôture n'a pas

encore entamée, selon les explications fournies. Le premier responsable de la wilaya a appelé à intensifier les travaux et à adopter le système de rotation (3X8) afin de livrer le quai, le 1er novembre prochain, avec la nécessité de respecter la qualité et les délais de réalisation.

Concernant l'aménagement du périmètre des chantiers, le wali a insisté sur la nécessité de coordonner avec les services de la daïra pour nettoyer et aménager les espaces de manière à refléter l'importance économique du port en tant que façade nécessitant sa mise en conformité aux critères de gestion moderne et contemporaine, a-t-on ajouté de même source.

## Relizane

## Plus de 100 logements raccordés au réseau de gaz naturel

Pas moins de 101 logements des localités "Ouled Larbi" (commune de Sidi Khettab) et "Sidi Moussa" (commune d'El Kalaa) dans la wilaya de Relizane, ont été raccordés jeudi au réseau de distribution de gaz naturel. L'opération, supervisée par le wali de Relizane, Kamel Berkane, accompagné des autorités de la wilaya à l'occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui, s'inscrit dans le cadre du budget de la wilaya avec un coût dépassant 11,46 millions DA, pour la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 2,5 km, selon les explications fournies à l'APS par le chargé

de communication de l'Entreprise de distribution d'électricité et de gaz de Relizane, Bachir Charfi.

Par ailleurs, le wali a annoncé que les travaux de réalisation de 20 projets visant le raccordement d'environ 800 logements au réseau de gaz naturel ont été lancés récemment, à travers différentes régions de la wilaya, pour une enveloppe financière de plus de 170 millions DA, soulignant que la wilaya a bénéficié d'un programme de développement pour raccorder les communes de Dar Ben Abdellah, El Ouldja, El Hassi et Beni Zentis au réseau de gaz naturel. La société Sonel-

gaz de la wilaya de Relizane recense plus de 232 mille clients dans le réseau électrique et plus de 129 mille dans le réseau de gaz naturel, tandis que le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya atteint actuellement environ 68 pour cent, selon la direction du secteur.

Il a également été mis en service à cette occasion un réservoir surélevé d'une capacité de 500 mètres cubes pour renforcer l'approvisionnement de la population de la commune d'El Matmar en eau potable, selon le directeur de l'unité de l'Algérienne des eaux de Relizane, Khaled Guellil.

## Tlemcen

## Une convention pour renforcer l'assurance dans le domaine de l'entrepreneuriat

L'agence de Tlemcen de la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a signé, jeudi, une convention de coopération et de partenariat avec la Chambre de wilaya du commerce et de l'industrie "Tafna" dans le but de renforcer l'assurance dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Cette convention vise à accompagner les opérateurs économiques et les commerçants affiliés à la Chambre de wilaya du commerce et de l'industrie, et à leur fournir une couverture d'assurance appropriée pour protéger leurs biens, a indiqué le directeur de l'agence de Tlemcen de la CNMA, Dali Khodir.

Elle offre également aux opérateurs économiques des réductions et des facilités dans le paiement de leurs

cotisations d'assurance et des garanties pour relancer leur activité, en cas d'accidents causant des dommages à leurs biens, et assurer la continuité de leur activité.

Cette convention permet de fournir une couverture d'assurance aux opérateurs économiques et aux commerçants, notamment en ce qui concerne les incendies et les inondations pour assurer tous leurs biens, tels que les équipements, les véhicules et autres, en plus de leur permettre de souscrire des contrats d'assurance au sein de leurs établissements sans devoir se déplacer vers l'agence locale de cette même Caisse, et ce, sous la supervision d'équipes désignées pour effectuer cette opération, selon la même source.

En vertu de cette convention, la Chambre de wilaya du commerce et de l'industrie "Tafna" fournira également les informations nécessaires et suffisantes sur les opérateurs économiques et les commerçants qui lui sont affiliés à l'agence de wilaya de la Caisse régionale de coopération agricole, pour faciliter l'établissement des contrats d'assurance nécessaires, selon les déclarations du directeur de cette chambre, Sadani Zakaria.

Le même responsable a souligné que cette convention, qui vise à développer le tissu économique de la wilaya de Tlemcen, devra cibler plus de 100 opérateurs économiques et commerçants adhérents à la chambre et leur accorder des privilèges dans le domaine de l'assurance.

## Saïda

## Du gaz propane pour plus de 2000 familles

Plus de 2000 familles résidant dans de nombreuses localités et groupements d'habitations rurales de la wilaya de Saïda ont bénéficié d'opérations d'approvisionnement de leurs foyers en gaz propane, du début de l'année en cours à ce jour, a-t-on appris, jeudi, auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que l'opération a connu l'installation, à ce jour, de 627 citernes de gaz propane d'une capacité de 1750 kg chacune au profit de plus de 2000 familles dans des zones rurales relevant de 15 communes.

Une enveloppe financière estimée à près de 600 millions de dinars a été allouée à cette opération dans le cadre du plan communal de développement

(PCD), sachant que l'entreprise "Naftal" a assuré le suivi de ce programme, a fait savoir la même source.

Le wali de Saïda, Amoumen Mermouri, avait, lors de visites d'inspection des projets de développement de l'année en cours, supervisé la mise en service de plusieurs de ces citernes réparties à travers les communes de Hessasna, Youb, Ouled Khaled, Ouled Brahim, Aïn El-Hadjar et Sidi Ahmed.

Le wali a insisté, lors des réunions avec les responsables du secteur de l'énergie sur la nécessité de redoubler d'efforts afin de généraliser cette opération à tous les villages, notamment ceux situés dans les zones reculées et difficiles à raccorder au réseau de gaz naturel.

## Tiaret

## Neuf marchés de proximité pour la vente de fournitures scolaires

Neuf marchés de proximité dédiés à la vente de fournitures scolaires et de vêtements ont été ouverts dans la wilaya de Tiaret dans le but de rapprocher les parents de ces espaces et de pouvoir accéder à ces articles à des prix abordables, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Abdelhakim Sayeh.

M. Sayeh a souligné que ces espaces de commerce ont été ouverts, mercredi dernier, à travers les principales villes de la wilaya, à l'instar de Tiaret où le wali Saïd Khalil a supervisé l'inauguration du marché, ainsi qu'à Freneda, Rahouia, Aïn Kermes, Aïn Dheb, Mahdia, Sougueur et Ksar Chellala (wilaya déléguée), où ces marchés proposent tous les articles scolaires, notamment les livres, les vêtements et tabliers à des prix accessibles à toutes les familles.

Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 10 octobre prochain, est marquée par la participation d'environ 100

exposants, dont des grossistes et des détaillants de fournitures scolaires, ainsi que des artisans qui exposent leurs produits, notamment les vêtements, les tabliers et les cartables. La même source a indiqué qu'une baisse des prix des fournitures scolaires de l'ordre de 30% est enregistrée par rapport à la saison scolaire précédente 2024-2025, précisant qu'il sera procédé à des réductions des prix de ces fournitures durant les dix premiers jours de cette manifestation.

De son côté, l'Office national des publications scolaires (ONPS) a contribué à cette initiative, avec la fourniture du livre scolaire pour tous les cycles d'enseignement et dans toutes les matières dans ces marchés de proximité, ainsi qu'à travers 38 librairies agréées présentes dans 15 villes et 28 points de vente dans les établissements éducatifs, en plus de deux points principaux dans les chefs-lieux de la wilaya de Tiaret et de la wilaya déléguée de Ksar Chellala, ont fait savoir ses responsables.

## Adrar

## Trois centres de stockage de céréales mis en service

Trois (3) nouveaux centres de proximité de stockage de céréales ont été mis en service dans la wilaya d'Adrar, a-t-on appris jeudi de la direction locale des équipements publics (DEP). Ces nouvelles structures s'inscrivent dans le cadre d'un programme portant sur la réalisation de 11 centres de proximité de stockage de céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, à travers la wilaya d'Adrar, pour un montant global de plus de 2,7 milliards de DA, a expliqué le DEP, Atallah Djoudi.

Cinq centres, dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de plus de 90%, seront réceptionnés avant

la fin septembre courant, portant à huit le total des centres déjà réceptionnés dans la wilaya, a-t-il encore détaillé.

Un autre centre sera également réceptionné en octobre prochain, alors que les travaux de réalisation de deux autres infrastructures similaires restantes, dont les chantiers viennent de redémarrer, avec de nouvelles entreprises après la résiliation des contrats avec l'entreprise précédemment chargée du projet.

Ces projets s'ajoutent à un silo de stockage de céréales d'une capacité d'un (1) million de quintaux en chantier au chef-lieu de wilaya, a-t-on rappelé de même source.



## Il n'y a pas un problème de l'islam en France mais un problème de la France sioniste avec l'islam

Par Arezki Belkacimi

Suite et fin

La perception négative du niveau d'intégration des musulmans en France, tout comme de l'incompatibilité supposée de l'islam avec les «valeurs de la République», date en effet de cette époque. Elle a commencé dans les années 1980, à la faveur de l'essor vertigineux du lobby sioniste imprégné de suprémacisme et d'islamophobie. Une idéologie sioniste exogène importée d'Israël, pays déjà en voie de fascisation et de guerre déclarée contre l'islam et les musulmans.

Fondamentalement, en France, la stigmatisation des Français musulmans et la haine de l'islam sont corrélées à l'implantation du sionisme conquérant et dominateur. Au reste, c'est à cette époque que la laïcité a été érigée en arme de guerre contre les Français musulmans. Pour les empêcher de s'exprimer librement, de s'affirmer socialement, de se renforcer politiquement, il fallait les stigmatiser et les criminaliser. Notamment en les assignant à leur fantasmagorique religiosité. A leur religion, pour mieux souligner leur prétendue arriération civilisationnelle. Le Français d'origine maghrébine ou subsaharienne a beau partager 99% de son mode de vie avec son compatriote ou concitoyen «de souche», notamment par l'exercice du même métier, la possession de la même instruction éducative, la même formation professionnelle, le même cursus universitaire, le même diplôme, la même habitation (poursue des mêmes commodités), l'usage du même transport individuel (voiture) et commun (bus, métro, train), les mêmes habits, les mêmes goûts musicaux et cinématographiques, la même passion pour la littérature française, pour le sport (notamment le plus populaire : le football), l'opinion publique française, conditionnée par les médias inféodés aux puissants, l'assigne à sa religiosité, y compris quand il est laïque ou athée. Par préjugés racistes et stéréotypes culturels, amalgames identitaires, le Français conditionné perçoit tout basané ou Noir subsaharien comme musulman. Voire islamiste. Terroriste. Ainsi, de nos jours, en France, par la faute des médias et des politiciens biberonnés au racisme et enivrés de sionisme suprémaciste, qui dit musulman dit islamiste, dit terroriste.

Qui dit jeune d'origine maghrébine dit délinquant. N'est-ce pas ainsi que sont perçus et traités les Palestiniens par les juifs sionistes d'Israël? Au point d'être le plus normalement du monde animalisés, déshumanisés, massivement massacrés?

Tout comme elle associe délibérément terrorisme et islam, comme nous l'avons souligné plus haut, ces dernières années, en matière d'insécurité, la propagande bourgeoise et sioniste établit systématiquement un lien entre criminalité et islam. Insécurité et musulmans. Qu'en est-il en vrai? Y a-t-il une corrélation entre la flambée de la délinquance et l'islam, entre explosion de la criminalité et immigration, comme le laissent entendre les médias et les politiciens français?

Nous allons apporter la preuve du contraire, c'est-à-dire l'absence de corrélation entre islam et délin-

quance, criminalité et migrants, par l'exemple du département français de la Guadeloupe et des Etats-Unis.

Département français d'une superficie de 1 600 km<sup>2</sup>, la Guadeloupe est située à presque 7 000 km de Paris. La population s'élève à quasiment 400 000 habitants. Les habitants de la Guadeloupe gagnent en moyenne 2 087 euros nets par mois, soit 25 050 euros nets par an. 1 800 euros en moyenne pour les ouvriers.

Par ailleurs, au point de vue touristique, avec ses plages paradisiaques, ses paysages dignes d'un décor de carte postale, l'île de la Guadeloupe est un véritable jardin d'Eden. La religion dominante en Guadeloupe est le catholicisme, pratiqué avec ferveur. Les Guadeloupéens sont très pieux et fréquentent assidûment l'église. Aussi, les enfants reçoivent-ils forcément une éducation religieuse familiale très marquée. Hormis les catholiques, sont présents également sur l'archipel d'autres mouvements religieux, notamment la communauté hindoue, les méthodistes, les adventistes, les témoins de Jéhovah, etc. Donc, la religion chrétienne est très prégnante en Guadeloupe. La foi joue un rôle fondamental dans la vie des habitants de l'archipel. Elle structure abondamment la société.

Pourtant, en dépit de cette prégnance religieuse chrétienne, la société guadeloupéenne est en proie à une violence protéiforme endémique, à une criminalité structurellement alarmante. Depuis une décennie, la Guadeloupe, brutalement et violemment, sombre dans la criminalité. La délinquance est structurellement plus importante.

Les cas de violences intrafamiliales sur la voie publique, ou encore les faits divers liés aux trafics de drogues sont en constante augmentation. Il ne se passe une semaine sans fusillade, ni règlement de compte, ni agression. La recrudescence de l'insécurité n'est plus qu'une impression, dans l'archipel, c'est une dramatique réalité. Les trafics d'armes et de drogues sont en constante augmentation.

La Guadeloupe, département français, aux habitants élevés dans la religion chrétienne, dépourvu de toute immigration, est pourtant gangrenée par la violence, orchestrée par une jeunesse désœuvrée et à la recherche d'argent facile. La Guadeloupe, en particulier Pointe-à-Pitre, est ainsi devenue un coupe-gorge», selon son maire Harry Durimel. «Avant, c'était 12% de mineurs dans la commission des délits et maintenant c'est 38% des faits délictueux», a déclaré l'élus.

Le 24 mars, désespéré et découragé par la flambée des violences urbaines et les actes de violence armés, parfois mortels, Harry Durimel avait menacé de démissionner. Il s'est ravisé à la suite de la décision du ministre de l'Intérieur Gerald Darmanin d'instaurer pendant deux mois un couvre-feu pour les moins de 18 ans.

Selon la préfecture de Guadeloupe, l'archipel compte «six fois plus d'homicides, neuf fois plus de tentatives d'homicides – dont la moitié par armes à feu – et 20 fois plus de vols à main armée que la moyenne nationale». Or, de ces statistiques relatives à la criminalité en Guadeloupe, aucun média n'en fait



état. Les médias préfèrent focaliser leurs projecteurs sur la criminalité de Marseille et du «93». Et pour cause. Ces deux départements (13 et 93) concentrent une forte population française et immigrée de confession musulmane.

Par cette focalisation sur ces deux départements à forte population musulmane, l'amalgame entre délinquance et islam est plus aisé à instiller, à inférer.

Pour sa part, la société étasunienne se caractérise également par la prégnance de la religion. La ferveur et la piété de ses habitants. La place de la religion dans la société américaine demeure omniprésente.

Un président qui prête serment sur la Bible, une devise qui proclame «In God we trust» et qu'on retrouve sur la monnaie, des millions de fidèles qui communient chaque dimanche dans les églises, autant de symboles témoignant d'une religiosité omniprésente. Plus de 70% des Américains sont membres d'une Eglise.

Pourtant, les Etats-Unis détiennent le record en matière de criminalité. Selon les statistiques publiées par la police fédérale (FBI), les Etats-Unis ont enregistré plus de 21 500 homicides en 2020, soit près de 59 par jour. Un grand nombre de ces homicides est perpétré par des enfants âgés de 10 à 19 ans. Depuis 2012, il y a eu 3 865 fusillades de masse. Depuis 2020, il y a eu chaque année en moyenne presque 700 fusillades, soit plus d'une fusillade par jour, en majorité commises par des adolescents. 25 mineurs meurent chaque semaine par balle et 91% des enfants tués dans le monde par des armes à feu le sont aux Etats-Unis. Cette violence juvénile et infantile est autrement plus dramatique et meurtrière. Or, elle ne suscite pas le même émoi, le même effroi, la même indignation, la même fureur en France. Est-ce parce que ce fléau de la criminalité est répandu dans un pays chrétien et «démocratique» que les médias français l'occultent honteusement?

Pour rappel, ce pays étasunien chrétien compte près de 2 millions de prisonniers. En effet, les Etats-Unis sont les champions du monde de l'incarcération. Ils affichent le taux d'incarcération le plus élevé du

monde avec 655 détenus pour 100 000 habitants – presque 6 fois plus qu'en Chine. Ce pays chrétien compte un quart des détenus de la planète. Les autres pays voisins, les nations sud-américaines réputées pour leur ferveur religieuse chrétienne, ne sont pas en reste. Dans ces pays, où les habitants sont élevés dans la piété catholique, la criminalité est devenue la seconde religion. Du Mexique à la Colombie en passant par le Honduras, on tue comme on prie, le plus naturellement du monde. On se livre au trafic de la drogue comme on va à l'église, de manière spontanée.

Pourtant, aucun média français (ou européen) ne s'est posé cette question souvent formulée quand la criminalité implique des individus de confession musulmane : on pourrait donc se demander si le christianisme n'est tout simplement pas criminogène.

Ainsi, fondamentalement, ces trois dernières décennies, ce ne sont pas les immigrés musulmans qui ont changé mais la perception des Français à l'égard des musulmans. Des Français imprégnés de l'idéologie dominante bourgeoise et sioniste inoculée par les officines médiatiques, ces laboratoires de conditionnement des esprits. De nos jours, la majorité des Français n'appréhende la réalité de la société française, notamment la question de l'immigration et de l'islam, que par le prisme de l'idéologie nauséabonde dominante, teintée des pires préjugés racistes et islamophobes d'inspiration sioniste.

Certains immigrés algériens néo-colonisés reprennent à leur compte ces stéréotypes racistes et islamophobes. «Les Arabes posent des problèmes d'incivilités, de délinquance ; les musulmans envahissent trop l'espace public», colportent ces néo-colonisés.

«Les Anciens ne commettaient pas d'attentats, de violences, ni vols, ni crimes», écrit l'un de ces néo-colonisés. A contrario, déduction de ce commentateur zemmourien, «les Arabes et les musulmans de France d'aujourd'hui commettent des attentats, des violences, des vols, des crimes.» C'est abject. «Les islamistes ont créé le terrorisme en Algérie et l'ont transporté en France et en Europe.», ajoute-il. Un pro-

pos que ne renierait pas Zemmour : le terrorisme a été créé en Algérie et il a été importé en France. Ce n'est pas la France, par sa politique impérialiste belliqueuse et destructrice, qui s'est attiré les foudres des islamistes, ces combattants fanatisés fabriqués par les officines occidentales ; qui a importé terrorisme sur son territoire. «C'est l'attitude des musulmans qui ne respectent pas les lois, les coutumes des Français en tentant d'imposer leur religion.» On croirait entendre Jean-Marie Le Pen.

En 2023, en France, 84 000 personnes ont été victimes de violences sexuelles (commises par une personne sans lien familial, ni conjugal). Et les femmes sont les principales victimes de ce type de violences sexuelles (viol, tentative de viol, agression sexuelle, harcèlement sexuel). Et plus de la moitié sont des mineures. Les auteurs de ces crimes sexuels sont majoritairement (96%) des hommes. Et ils sont quasiment tous des Français «de souche». Doit-on, par amalgame, déduire de ce phénomène de «terrorisme sexuel» commis par des hommes «Blancs» et, probablement, chrétiens, que tous les Français sont des détraqués sexuels, des violeurs, porteurs de mœurs sexuelles dangereuses?

De même, depuis 76 ans, les juifs sionistes d'Israël commettent des crimes abominables contre les Palestiniens. Et depuis deux ans, ils sont montés de plusieurs crans dans les massacres de masse par leur guerre d'extermination, opérations génocidaires qu'ils mènent contre les populations civiles palestiniennes. Accuse-t-on la Thora d'être responsable des massacres et génocides? Cela donne-t-il le droit de maudire et de haïr tous les juifs, en particulier les juifs de France? De considérer tous les juifs de France comme des criminels, des sociopathes? Non.

Pourtant, c'est ce que font tous les commentateurs français avec les immigrés musulmans de France, stigmatisés, anathématisés, livrés à la vindicte populaire. «Les préjugés occupent une partie de l'esprit et en infectent tout le reste» et, surtout, le cœur et l'âme de nombreux français façonnés par l'idéologie nauséabonde dominante sioniste.



Tébessa

De nouvelles spécialités en Licence et Master

Au total, 15 nouvelles spécialités en Licence et en Master seront enseignées dès la rentrée prochaine à l'université Larbi Tébessi de Tébessa, a indiqué, jeudi, le directeur de cet établissement d'enseignement supérieur, le Pr Abdelkrim Gouasmia.

Le même responsable a précisé à l'APS qu'en Master, qui est le second grade du système LMD (Licence-Master-Doctorat) d'une durée de deux ans après la Licence, 6 nouvelles spécialités ont été instituées, notamment la nanophysique dans le domaine des Sciences de la matière, la gestion financière, la finance et le commerce international dans le

domaine des Sciences économiques, commerciales et sciences de gestions, le droit de l'innovation et de l'entrepreneuriat, et le droit administratif dans le domaine du Droit.

Pour ce qui est de la Licence, le Pr Gouasmia a fait savoir que 9 nouvelles spécialités seront enseignées, couvrant 5 domaines : entrepreneuriat et innovation, organisation politique et administrative, ingénierie des méthodes, jurisprudence et principes fondamentaux du Coran et de la Sunna, communication sanitaire, histoire, mégadonnées, sociologie des loisirs et des voyages, et gestion urbaine.

Le directeur de l'université Larbi-

Tébessi a souligné, dans le même ordre d'idées, que les préparatifs de la nouvelle année universitaire vont bon train, tant au niveau de l'encadrement pédagogique que des structures destinées à l'accueil des étudiants dans les meilleures conditions.

Le même responsable a également rappelé que l'université de Tébessa s'est dotée d'une annexe de l'Ecole normale supérieure (ENS) qui formera plus de 500 étudiants destinés à l'enseignement dans les cycles primaire et moyen.

L'université LarbiTébessi accueillera, à la prochaine rentrée, plus de 5.000 nouveaux bacheliers, a conclu le Pr Abdelkrim Gouasmia.

Batna

20 nouveaux forages opérationnels dans «les prochains jours»

Pas moins de 20 nouveaux forages seront opérationnels « dans les prochains jours » dans la wilaya de Batna, a indiqué, jeudi, le directeur des ressources en eau, Djoudi Bensalah. Ces forages dont les travaux sont achevés et qui ont été raccordés au réseau électrique, contribueront, selon le responsable du secteur, à « améliorer l'alimentation en eau potable de la population, en particulier dans les communes, où un déficit en cette ressource vitale est enregistré, à l'image d'Ain Touta et de Merouana ».

Dix (10) autres forages, dont certains dépassent 600 m de profondeur, sont actuellement en cours de réali-

sation dans plusieurs régions de la wilaya, selon le même responsable qui affirmé que plusieurs forages accusent un taux d'avancement appréciable et devraient être mis en service « avant la fin de l'année en cours ». Les services concernés s'emploient à l'heure actuelle à finaliser les procédures administratives d'usage, préalables à la désignation des entreprises qui entameront «prochainement» la réalisation de 10 forages supplémentaires dans plusieurs communes de la wilaya, encore fait savoir M. Bensalah. Le directeur des ressources en eau a également indiqué que dans la wilaya de Batna, qui compte 61 communes et plus de

1.500 groupements d'habitations secondaires, 25 forages ont été mis en exploitation depuis le début de l'année 2025 dans plusieurs communes parmi lesquelles Batna, Aïn Touta, Merouana et Oued El Ma, portant ainsi le nombre total de forages opérationnels, d'une profondeur de plus de 700 m, à plus de 490.

Toutes ces actions sont inscrites dans le cadre des efforts déployés localement pour renforcer la distribution du précieux liquide et, partant, améliorer le service public de l'eau, en particulier dans des communes isolées qui souffrent d'une pénurie en matière, comme Guigba et Gosbat, a conclu M. Bensalah.

Boutheldja

Deux gangs neutralisés

Les éléments de la sûreté de daïra de Boutheldja, relevant de la Sûreté de Wilaya d'El Tarf, sous la supervision du Procureur de la république près le Tribunal d'El Tarf, ont mis, hors d'état de nuire, au cours de la semaine dernière, sept

personnes, faisant partie de deux gangs. Ces deux bandes rivales, semaient le trouble et la peur, dans les quartiers de la ville de Boutheldja.

Munis d'armes blanches de sixième catégorie, ces individus, sous l'effet de psychotropes, se livraient à de

véritables duels dont les conséquences, auraient pu être dramatiques.

Déférés mardi dernier, devant le tribunal d'El Tarf, ils ont été placés sous mandat de dépôt par le Magistrat instructeur près ce Tribunal.

A. Ouelaa

Illizi

Lancement des travaux de réalisation d'une école primaire

Les travaux de réalisation d'une école type 2 ont été lancés dans la commune d'Illizi, au titre du programme des quartiers résidentiels intégrés, pour l'exercice 2025, a-t-on appris jeudi de la direction locale des équipements publics (DEP) de la wilaya. Doté d'une enveloppe de 200 millions de DA, ce projet consiste en la réalisation d'une école primaire dans la cité des 100 loge-

ments publics locatifs (LPL) située sur le plan d'occupation du sol (POS-16), a précisé le directeur du secteur, Ahmed Hadji. Répartis en deux lots, ces travaux concernent, dans leur ensemble, entre autres, les gros œuvres, l'aménagement extérieur, les travaux secondaires et l'électrification, pour un délai global de 12 mois, a-t-il expliqué.

Cette future structure pédagogique

englobera notamment une douzaine de classes, une cantine scolaire, une bibliothèque, une médiathèque ainsi qu'une salle polyvalente, selon la fiche technique.

Ce projet s'inscrit dans le cadre des efforts de renforcement des établissements éducatifs et ce pour répondre aux besoins enregistrés par l'expansion urbaine de la wilaya, a-t-on indiqué à la DEP.

Djanet

Plus de 40 agences participent au nettoyage des sites touristiques

Pas moins de 45 agences touristiques de la wilaya de Djanet et d'autres wilayas prennent part à une vaste campagne bénévole de nettoyage d'envergure, baptisée "N'Ajjer Propre 04", lancée jeudi, à travers les sites touristiques et archéologiques de Djanet, a indiqué la commune de Djanet dans un communiqué.

Inscrite au titre des préparatifs de la nouvelle saison touristique 2025/2026, cette opération a été lancée,

depuis le siège de la wilaya de Djanet, par les autorités locales, en présence des cadres de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA) et des représentants d'opérateurs touristiques et d'associations activant dans le domaine, précise la même source.

Devant se poursuivre jusqu'au 8 septembre courant, cette campagne de nettoyage qui cible les sites touristiques et archéologiques les plus fréquentés par les

touristes dont le Tadraret, Admer et Ihrir, tend à préserver les paysages et sites naturels, valoriser la richesse touristique de la région ayant fait ces dernières années l'objet d'actes de comportements inciviques, dont le dépôt et l'abandon en plein nature des déchets, source d'altération du milieu désertique saharien.

Cette opération intervient, selon le même document, dans le cadre des efforts continus visant à préserver les sites touristiques de Djanet et à consolider sa position en tant que destination d'exception aux niveaux national et international.

Sétif

Un million d'unités de pétards et de produits pyrotechniques saisies

Pas mois d'un (1) million d'unités de pétards, de feux d'artifice et de fusées fumigènes ont été saisies par les éléments des unités opérationnelles de la sûreté de wilaya de Sétif, indique un communiqué publié jeudi par ce corps constitué.

Le document précise que cette importante saisie a été opérée à la suite d'opérations ciblées menées dans différents marchés populaires, la veille du Mawlid Ennabaoui, par les services de police de Sétif, de la sûreté de daïra d'El Eulma (est de Sétif), de la Brigade de recherches et d'inter-

vention (BRI), ainsi que par les éléments des 6ème, 13ème et 14ème sûretés urbaines. Cette action des services de sécurité a également abouti à l'arrestation de 59 individus impliqués dans la commercialisation de ces substances dangereuses, le plus grand nombre d'interpellations ayant été enregistré dans la daïra d'El Eulma, selon la même source.

Des dossiers pénaux ont été constitués à l'encontre des individus en question et transmis aux autorités judiciaires territorialement compétentes, conclut le communiqué de la sûreté de wilaya.

Djelfa

Deux CEM et d'un lycée en cours de réalisation

Les travaux de réalisation de deux collèges d'enseignement moyen (CEM) et d'un lycée ont été lancés, jeudi à Djelfa, dans le cadre du programme de renforcement des infrastructures éducatives et d'amélioration des conditions de scolarité.

Les autorités locales ont supervisé le coup d'envoi de ces trois projets, destinés à réduire la pression sur les établissements scolaires des cités à forte densité de population, selon les explications fournies au wali, Djahid Mous.

La cité Bensaid a bénéficié, à l'occasion, du lancement d'un projet de CEM d'une capacité de 300 places, qui s'ajoutera à l'uni-

que établissement de ce type déjà opérationnel en son sein.

Au village Ouled Abdallah, à la sortie-Sud de la ville de Djelfa, le wali a donné le coup d'envoi d'un autre CEM de 300 places, ainsi que d'un lycée d'une capacité de 800 places. A noter que la rentrée scolaire 2025-2026 à Djelfa sera marquée par la réception de 25 nouveaux établissements, dont 15 écoles primaires, 7 CEM et 3 lycées, implantés notamment dans les communes d'Ain Mabel et El-Birine, ainsi que dans la wilaya déléguée de Messaad, selon la Direction des équipements publics en charge de ces projets.

Bejaïa

La restauration de Bordj Moussa lancée

Les travaux de restauration de Bordj Moussa, un monument historique datant du 16e siècle situé dans la commune de Bejaïa, ont été entamés cette semaine, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale de la culture et des arts. Le directeur de la culture et des arts, Omar Reghal, a indiqué à l'APS que l'entreprise chargée de la réalisation des travaux de restauration du site historique Bordj Moussa a été installée mardi dernier.

Le responsable a ajouté que les pouvoirs publics ont alloué une enveloppe financière de 145 millions DA pour les travaux de restauration qui devrait être réalisée dans un délai de 15 mois.

M. Reghal a souligné, à l'occasion, que la wilaya de Bejaïa a bénéficié, ces dernières années, de plusieurs opérations de restauration de monuments his-

toriques, notamment les sites qui ont été touchés par les séismes enregistrés dans la région en 2021 et 2022, dont la porte Sarrazine, le fort Gouraya, le fort Abdelkader, la casbah, et la porte fouka, la Cinémathèque et le Théâtre régional de Bejaïa (TRB). La restauration de la porte Fouka, opération inscrite en 2022, le taux d'avancement des travaux est à 95%, a indiqué M. Reghal, ajoutant que les travaux de consolidation du fort Abdelkader sont achevés depuis une année. Plus de 900 millions DA ont été alloués par les pouvoirs publics pour la restauration de ces monuments historiques, a-t-il ajouté.

Par ailleurs, le directeur de la culture a rassuré que tous les projets de secteur ne souffraient d'«aucun retard», grâce la «mobilisation» des cadres du secteur.


M'sila

Perturbation au niveau des guichets automatiques de la poste

L'entreprise Algérie Poste (AP) a annoncé, dans un communiqué, le lancement, jeudi, de l'opération de transfert de la base du réseau de wilaya de M'sila vers le nouveau siège, ce qui provoquera une perturbation temporaire du service au niveau des guichets automatiques. «Il sera procédé, jeudi à partir de 17H00, dans la wilaya de M'sila, au trans-

fert de la base du réseau de wilaya de l'ancien siège vers le nouveau», précise la même source.

Cette opération occasionnera «une perturbation temporaire au niveau des guichets automatiques, à l'exception de ceux situés dans les espaces libres, qui resteront épargnés de cette perturbation et accessibles», a ajouté «Algérie Poste».

Horaires des prières pour Alger et ses environs						
13 rabie el aoel 1447						
El Fedjr 04h54	Dohr 12h47	Assar 16h23	Maghreb 20h12	Icha 20h33		

Horaires des prières pour Constantine et ses environs					
13 rabie el aoel 1447					
El Fedjr 04h41	Dohr 12h33	Assar 16h09	Maghreb 18h58	Icha 20h19	



**Qualifs Mondial 2026**

## L'Algérie domine le Botswana et se rapproche de la qualification



La sélection nationale algérienne de football a franchi un pas supplémentaire vers la qualification à la Coupe du Monde 2026, en battant le Botswana (3-1, mi-temps : 1-1), jeudi soir au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi-Ouzou, pour le compte de la 7e journée du groupe G des éliminatoires de la zone Afrique.

Les Verts, parfois fébriles en défense, ont pu compter sur le talent offensif de Mohamed Amine Amoura (33e) et le réalisme de Baghdad Bounedjah, auteur d'un doublé (72e, 90+6), pour empocher une sixième victoire en sept journées.

A la faveur de ce nouveau succès, l'Algérie totalise désormais 18 points et consolide sa première place du groupe, se rapprochant un peu plus du Mondial 2026, organisé conjointement par les Etats-Unis, le Mexique et le Canada.

Dominateurs en début de match, les hommes de Vladimir Petkovic ont pourtant montré un manque d'efficacité. Une

combinaison rapide entre Gouiri, Aouar et Bensebaïni (10e) aurait pu déboucher sur l'ouverture du score, mais le ballon a échappé au défenseur algérien. L'ouverture est finalement intervenue à la 33e minute grâce à Amoura, bien servi par Ramy Bensebaïni.

Mais la joie fut de courte durée. Peu avant la pause (43e), Kopelang a profité d'un coup de pied arrêté pour remettre les deux équipes à égalité, révélant une certaine fragilité défensive du bloc algérien. A la mi-temps, les deux formations étaient dos à dos (1-1).

Au retour des vestiaires, le sélectionneur national a procédé à plusieurs changements offensifs, avec l'entrée de Benrahma, Belaïli et Bounedjah. Un choix payant puisque l'attaquant d'Al-Shamal SC a donné l'avantage aux siens à la 72e minute, sur une passe décisive de Amoura. En fin de rencontre, malgré quelques frayeurs défensives, les Verts ont définitivement scellé la

victoire par Bounedjah (90+6), servi par Belaïli. Grâce à ce succès, l'Algérie garde la mainmise sur le groupe G et se rapproche sérieusement de la qualification au Mondial-2026, avant son prochain déplacement pour affronter la Guinée dans le cadre de la 8e journée des qualifications de la zone Afrique.

Lors de la huitième journée du groupe G des éliminatoires du Mondial 2026, programmée les 7, 8 et 9 septembre, l'Algérie se déplacera à Casablanca pour y affronter la Guinée, alors que le Mozambique accueillera le Botswana. Le troisième match mettra aux prises l'Ouganda à la Somalie. Pour rappel, les premiers des neuf groupes se qualifieront directement pour la phase finale de la Coupe du Monde 2026, alors que les quatre meilleurs deuxièmes disputeront un tournoi de barrage organisé par la Confédération africaine de football (CAF) dont le vainqueur accèdera aux barrages intercontinentaux organisés par la FIFA.

### Ismaël Bennacer prêté au Dinamo Zagreb

L'international algérien Ismaël Bennacer s'est engagé avec le GNK Dinamo Zagreb, leader actuel du championnat croate, sous forme de prêt d'une saison avec option d'achat, a annoncé vendredi le club sur son site officiel.

Le milieu de terrain de 27 ans est attendu dans les prochaines heures à Zagreb pour la visite médicale, avant d'être présenté à ses nouveaux coéquipiers et aux supporters.

Le Dinamo, qualifié pour la phase de groupes de la Ligue Europa, a salué l'arrivée de Bennacer, mettant en avant son expérience européenne et sa polyvalence au milieu du terrain. "Il s'agit d'un renfort de qualité. Bennacer peut apporter son sens du jeu et son vécu au haut niveau", a indiqué le club croate.

Formé en France et passé par Tours, Empoli, l'AC Milan et plus récemment l'Olympique de Marseille, Bennacer compte 323 matchs professionnels, dont 174 en Serie A. Il a notamment remporté le Scudetto en 2022 avec Milan, avant d'atteindre les demi-finales de la Ligue des champions la saison suivante.

Sur la scène internationale, il totalise 50 sélections avec l'équipe d'Algérie, avec laquelle il a été sacré champion d'Afrique en 2019, décrochant au passage le titre de meilleur joueur du tournoi.



Ce prêt en Croatie pourrait lui permettre de retrouver du temps de jeu, de se relancer loin de la pression médiatique, et de préparer dans de meilleures conditions la prochaine Coupe d'Afrique des nations

(CAN 2025) prévue au Maroc.

A Zagreb, Bennacer retrouvera son compatriote Moncef Bakrar, et marchera sur les traces d'un autre Algérien, Hilal Soudani, ancien buteur du Dinamo.

### Déclarations

● **Vladimir Petkovic (Sélectionneur/Algérie) :** «Aujourd'hui, nous avons affronté un adversaire qui a réalisé un très bon match, tout en nous poussons à donner davantage, afin de revenir dans la partie, avant de finalement l'emporter. Nous avons dû suer pour gagner ce match contre le Botswana. Nous avons bien débuté, surtout après le premier but, avec un bon rythme. Nous cherchions à fatiguer l'adversaire, mais leur égalisation a compliqué les choses. Le Botswana a bien défendu, en jouant avec un bloc bas. Ce match s'est joué dans une période où il est presque impossible d'avoir tous les joueurs à un même niveau de forme. Mais l'essentiel, c'est que nous avons su rester soudés et concentrés pour aller chercher cette importante victoire. Il faudra maintenant surmonter les difficultés rencontrées aujourd'hui et bien récupérer en vue du prochain match, qui sera aussi important et très difficile face à la Guinée».

● **Ramareboli Morena (sélectionneur/Botswana) :** «Tout d'abord félicitation à l'Algérie pour sa victoire. On avait opéré avec une tactique qui pouvait avec un peu de chance nous permettre de réaliser quelques choses aujourd'hui. Durant presque tout le match, on a gêné cette très bonne équipe d'Algérie, avec son armada de joueurs évoluant dans les grands clubs européens. Je crois qu'aujourd'hui, que l'équipe la plus expérimentée a gagné le match. Bonne continuation. Mon équipe est jeune, on va continuer à travailler, ils nous reste trois matchs qu'on jouera pour les gagner, et terminer ces éliminatoires de coupe du Monde en apothéose».

● **Aïssa Mandi (défenseur/Algérie) :** «C'était un match très compliqué. Nous n'avons pas su développer notre jeu habituel, mais nous avons un objectif très clair: aller à la Coupe du Monde. Parfois, on passe par ce genre de rencontres difficiles. Il y a eu des matchs, comme contre le Mozambique, où nous avons très bien joué et gagné, mais il faut aussi savoir passer par ce type de rencontres, où l'on n'est pas forcément à la hauteur, mais on parvient quand même à s'imposer. C'est ça le plus important. Contre la Guinée, lundi, on va essayer d'enchaîner avec une nouvelle victoire pour nous rapprocher de notre objectif. Le public a été formidable et a largement contribué à ce résultat».

● **Nabil Bentaleb (milieu de terrain/Algérie) :** «Oui, c'était un match difficile, face à un adversaire regroupé dans sa zone, qui procédait en contre-attaques. L'essentiel pour nous, c'est la victoire, la manière vient après. Ces trois points vont nous booster pour la suite de la compétition, à commencer par le prochain match contre la Guinée, une rencontre que nous prenons très au sérieux. Ce sera un match difficile pour les deux équipes».

● **Youssef Atal (défenseur/Algérie) :** «Ce match n'a pas été facile, comme on s'y attendait. Le Botswana est venu avec l'ambition de repartir avec un bon résultat, pour rester dans la course à la qualification au Mondial. Ils nous ont beaucoup gênés tout au long de la rencontre, n'étant bien organisés en défense et dangereux en contres. Hamdollah, nous avons su faire preuve de lucidité pour contourner ce bloc et remporter un match qu'il fallait impérativement gagner. Il faut maintenant bien récupérer, analyser cette rencontre avec le staff, pour aborder dans les meilleures conditions le match de lundi contre la Guinée, qui ne sera certainement pas facile».

● **Baghdad Bounedjah (attaquant/Algérie) :** «Peut-être qu'on aurait pu plier le match dès la première mi-temps si nous avions concrétisé toutes les occasions que nous nous sommes créées. En première période, nous étions trop pressés de marquer, ce qui nous a fait rater plusieurs buts. A la mi-temps, le sélectionneur nous a demandé de rester calmes et concentrés pour pouvoir faire la différence. Le prochain match contre la Guinée sera également compliqué. D'ailleurs, il n'y a plus de match facile à ce stade de la compétition. C'est à nous de faire le nécessaire, car notre objectif: se qualifier au Mondial-2026».



Plus de 2.200 morts  
Le pire séisme de l'histoire récente en Afghanistan

Quatre jours après que la terre a tremblé dans l'est de l'Afghanistan, des centaines de corps ont encore été sortis jeudi des décombres, portant à plus de 2.200 morts le bilan du séisme, devenu le plus meurtrier de l'histoire récente du pays.



Les rescapés des villages à flanc de montagne de la province de Kounar, celle qui compte la quasi-totalité des morts et des près de 4.000 blessés, passent une nouvelle nuit dehors, sous des abris de fortune ou sans abri du tout. Eboulements et glissements de terrain compliquent toujours l'accès aux zones les plus reculées, parfois déjà non desservies par des routes avant le séisme de magnitude 6, survenu dimanche vers minuit. Dans ces provinces orientales, à la lisière du Pakistan, la terre continue de bouger: une réplique de magnitude 5,6 et d'une profondeur d'à peine 10 km, avec pour épicentre la même région de Jalalabad, a été ressentie à des centaines de kilomètres à la ronde, jusqu'à Kaboul et Islamabad, ont constaté des journalistes de l'AFP. Il s'agit de la septième forte réplique depuis dimanche soir, qui fait replonger les sinistrés dans la peur. «Une vague continue de répliques dans l'est de l'Afghanistan terrifie des enfants qui ont perdu leur famille et leur maison», a alerté l'ONG Save the children.

**«EN URGENCE»**  
Ces dernières 24 heures, les autorités talibanes ont recensé plus de 700 nouveaux décès.  
Ce bilan pourrait encore croître car «des centaines de corps ont été retrouvés dans les maisons détruites» au cours d'«opérations de recherche et de secours qui con-

tinuent», prévient Hamdullah Fitrat, porte-parole adjoint du gouvernement.  
Le séisme a détruit environ 7.000 maisons dans les provinces de Kounar, de Laghman et de Nangarhar. «Il nous faut des tentes, de l'eau, de la nourriture et des médicaments en urgence», lance à l'AFP Zahir Khan Safi, agriculteur de 48 ans dans le village dévasté de Mazar Dara, à Kounar.  
Installé dans un champ avec des centaines de familles, dans le village où plus aucune toilette n'est accessible, il raconte comment les hommes sont obligés de s'éloigner pour se soulager. «Les femmes attendent la nuit pour y aller», sans être vues, poursuit-il.  
Plusieurs ONG ont indiqué à l'AFP avoir des tentes prêtes à être distribuées mais attendre de sécuriser un accès vers les zones sinistrées.  
Dans ces régions verdoyantes et agricoles, les habitants craignent la pluie et continuent de chercher leurs proches dans les gravats, comme à Shelt, dans la province de Kounar, rapporte un habitant, Khan Zaman Hanafi.  
Ici, dit-il à l'AFP, «on n'a pas seulement perdu sa maison, mais aussi le bétail et les fermes».  
Depuis 1900, le nord-est de l'Afghanistan, à la jonction des plaques tectoniques eurasiennne et indienne, a connu 12 séismes d'une magnitude supérieure à 7.

**AFGHANS EXPULSÉS DU PAKISTAN**  
A la tête d'un des pays les plus pauvres au monde, les autorités talibanes, déjà confrontées à des séismes dévastateurs en 2022 et 2023, ont mobilisé des hélicoptères militaires pour évacuer des blessés et acheminer des vivres, mais assurent qu'elles ne pourront pas faire face seules. Mais l'ONU et les ONG ont été forcées depuis le début de l'année de réduire leur assistance aux Afghans en raison des coupes dans l'aide internationale, alors que le pays est confronté à une grave sécheresse et au retour de millions d'Afghans, chassés ou expulsés de pays voisins. L'OMS, qui a alerté sur le risque d'épidémies, a lancé un nouvel appel de fonds de quatre millions de dollars pour répondre aux besoins «immenses» après le séisme, tandis que l'ONU a déjà débloqué cinq millions de dollars.  
La Chine a annoncé jeudi débloquer six millions d'euros. Malgré le drame, le Pakistan a poussé au départ depuis lundi des milliers d'Afghans porteurs de cartes de réfugiés de l'ONU censées les protéger, ont rapporté à l'AFP des responsables des deux côtés de la frontière. Déjà, selon l'OMS, 270.000 Afghans récemment rentrés dans leur pays ont été affectés par le séisme. L'ONU a appelé le Pakistan à suspendre les expulsions, ce à quoi Islamabad n'a pas réagi dans l'immédiat.

Portugal  
Seize morts dans le déraillement du funiculaire à Lisbonne

Le déraillement d'un funiculaire à Lisbonne a fait 16 morts, dont au moins 8 étrangers, selon les éléments de l'enquête révélés jeudi par les autorités portugaises, qui ont promis de faire la lumière sur le drame, sans avancer à ce stade d'hypothèse sur ses causes.  
Le dernier bilan a été établi à 16 morts et cinq blessés graves selon le Premier ministre Luis Montenegro, qui a évoqué «une des plus grandes tragédies humaines» de l'histoire récente du Portugal, après avoir décrété une journée de deuil national. Parmi les personnes mortes dans l'accident, survenu mercredi, se trouvent cinq Portugais, deux Sud-Coréens et un Suisse, a ensuite précisé le parquet. La police judiciaire a de son côté déclaré avoir mené des recherches permettant de conclure «avec un haut degré de probabilité» qu'il y avait aussi parmi ce groupe de victimes décédées deux Canadiens, un Américain, un Allemand et un Ukrainien, portant donc à huit le nombre d'étrangers tués dans la catastrophe. Il reste donc

encore à déterminer la nationalité de trois personnes décédées dans l'accident. Certains médias locaux évoquaient la présence d'une famille de touristes allemands parmi les victimes, une hypothèse partiellement confirmée par la police. Selon cette dernière, un homme originaire de ce pays est mort dans l'accident, une Allemande a été grièvement blessée, comme un jeune enfant, plus légèrement touché, de la même nationalité, mais les enquêteurs n'ont pas confirmé un lien de parenté entre eux. Parmi la vingtaine de blessés recensés, les secours avaient aussi dénombré au moins 11 étrangers: deux Allemands, deux Espagnols, une Française, un Italien, un Suisse, un Canadien, un Sud-coréen, un Marocain et un Cap-verdien.

tème de contrepoids, a heurté brutalement la station d'arrêt habituelle au pied de la chaussée longue de 265 mètres. Cette femme et d'autres personnes ont alors aperçu l'autre véhicule dévaler la rue pentue à toute allure, avant de dérailler au niveau d'un léger virage et de se fracasser contre un immeuble mercredi.  
La rue du funiculaire était toujours fermée à ses deux extrémités, et pendant plusieurs heures, des enquêteurs équipés de gants bleus et de gilets fluorescents ont recueilli des indices en s'affairant autour de la carcasse du véhicule qui, en fin de journée de jeudi, gisait encore là où elle s'est disloquée. Dans la soirée, le président portugais Marcelo Rebelo de Sousa, le Premier ministre Luis Montenegro et le maire de Lisbonne Carlos Moedas ont assisté à une messe célébrée dans une église du centre de la capitale avant de déposer des fleurs près des lieux de l'accident. Lors d'une allocution télévisée, le chef du gouvernement a promis que les autorités allaient «établir toutes les responsabilités» dans le drame.

QUE S'EST-IL PASSÉ?

D'après le témoignage d'une femme relayé par les médias locaux, l'un des deux wagons jaunes du célèbre ascenseur de la Gloria, qui montent et descendent ce dénivelé de 48 mètres alternativement, en sys-

Publicité

DÉCÈS

La Famille **BENYAMINA** a l'immense  
douleur de faire part du décès de leur chère  
et regrettée **BENYAMINA Chahida**

**Directrice de l'Administration et des  
Finances du « Le Quotidien d'Oran », décédée le 04 septembre  
2025 et enterrée le même jour au cimetière d'Aïn El Beïda.**

إنا لله وإنا إليه راجعون



CONDOLÉANCES

**Le Président-Directeur Général, les membres du Conseil d'Administration et le Collectif de la SPA ORAN-PRESSE « Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances à la famille BENYAMINA Chahida, et les assurent de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.**

CONDOLÉANCES

**Le Président-Directeur Général, les membres du Conseil d'Administration et le Collectif de la SPA ORAN-PRESSE « Le Quotidien d'Oran » présentent leurs sincères condoléances à leur ami et frère SEKKAL Sid Ahmed, à sa famille et ses proches à la suite du décès de sa mère et les assurent de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir la défunte en Son Vaste Paradis.**



2

09.50 Chacun son tour  
10.55 Tout le monde veut prendre sa place  
12.00 Journal  
12.20 13h15, le samedi  
13.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
15.53 Affaire conclue,...  
17.00 Tout le monde a son mot à dire  
17.35 N'oubliez pas les paroles  
19.00 Journal  
19.30 20h30 le samedi

## 20.10 La Grande Fête de Carcassonne



Les majestueuses fortifications de Carcassonne constituent un spectaculaire décor naturel. Au cœur de l'amphithéâtre antique de la cité médiévale, des stars de la chanson française se donnent rendez-vous pour une grande soirée festive. Seront présents : Amel Bent, Pascal Obispo, Julien Clerc, Zaz, Patrick Fiori et Il Cello, Tina Arena, Ycare, Dany Brillant, Chico et les Gypsies, Chantal Goya, Bénabar,...  
22.25 100% logique : la réponse est sous vos yeux

3

10.15 Des régions gourmandes  
10.50 Outremer : l'info  
11.15 ICI 12/13  
11.50 Rugby : Coupe du monde féminine  
13.55 Waouh !  
14.30 Samedi d'en rire  
16.25 Le jeu des 1000 euros  
17.05 Questions pour un champion  
18.00 ICI 19/20 édition toutes  
18.55 Tout le sport  
19.40 Le Meilleur des moules frites

## 20.10 Meurtres à...



**Episode 4 : Meurtres aux Marquises**  
L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve,...

4

08.58 Bluey  
09.49 Bluey  
10.58 Les Croods (Pré)histoires de famille  
12.25 Un jour, une question  
14.35 Foot 2 rue  
15.42 Ninjago, le soulèvement des dragons  
16.25 Héros à moitié  
19.30 Les as de la jungle à la rescousse  
20.00 Les grandes ondes (à l'ouest)  
21.20 Festival Meudon Rire de tout

## 20.00 Les grandes ondes (à l'ouest)



En avril 1974, Philippe de Roulet (Jean-Stéphane Bron), le directeur audacieux de la radio suisse romande, prend une décision audacieuse : envoyer une équipe de trois journalistes sur le terrain pour couvrir l'aide humanitaire de la Suisse au Portugal. Ce qui commence comme un simple reportage se transforme rapidement en une immersion totale au cœur de la Révolution des Œillets, un moment charnière de l'histoire portugaise marqué par des bouleversements politiques.

5

08.51 Yétili  
09.00 ABC Dino !  
09.10 Une maison, un artiste  
09.45 Silence, ça pousse !  
11.40 Maisons et hôtels de légende  
13.30 Explorations de l'extrême  
14.19 Imprévus  
14.30 Les avions du bout du monde  
15.25 Des trains pas comme les autres  
16.25 C dans l'air  
17.55 C à vous  
19.00 Vu  
19.05 C à vous la suite  
20.05 Echappées belles

arte

TMC

08.50 Invitation au voyage  
09.30 Cuisines des terroirs  
11.35 Katarina Witt : Doubles axels et rebondissements  
14.00 Dolly Parton : L'Amérique réconciliée  
15.00 Okavango : mission crocodiles  
15.45 Invitation au voyage  
16.30 Ilha de Mozambique, les échos du passé  
17.05 Uruguay, le pays du football  
17.50 Arte reportage  
18.45 Arte journal  
19.05 28 minutes  
21.25 Le génie caché des plantes

10.20 Quotidien  
12.05 Les experts  
14.35 Rugby : Coupe du monde féminine  
19.10 Burger Quiz  
20.15 Columbo  
22.00 90' Enquêtes



CINE +  
FRISSEUR 19.50

## GRAVITY

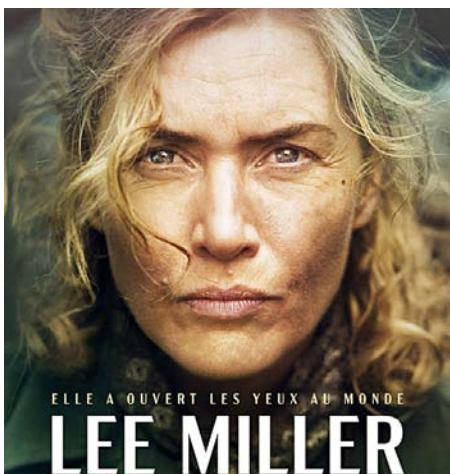
Lors d'une mission de maintenance sur le télescope Hubble, l'astronaute Ryan Stone (Sandra Bullock), une ingénieure médicale, effectue sa première sortie dans l'espace aux côtés de l'expérimenté Matt Kowalski (George Clooney). Alors qu'ils s'apprêtent à réaliser leur tâche, un satellite russe explose, déclenchant une réaction en chaîne dévastatrice. Un nuage de débris meurtriers frappe la navette, entraînant la perte de contact avec leur base et les laissant à la dérive dans le vide intersidéral. Éjectée loin de l'engin, Ryan doit surmonter sa peur et sa solitude, tandis que Matt se lance à sa rescousse, utilisant son expérience pour la retrouver.



CANAL+  
family 19.50

## COMME CHIENS ET CHATS

Le professeur Brody (Jeff Goldblum) est un scientifique brillant qui consacre sa vie à la recherche d'un vaccin révolutionnaire capable d'éliminer toutes les allergies humaines aux chiens. Sa découverte promet de transformer les relations entre les humains et leurs amis canins, mais cette avancée scientifique ne plaît pas du tout aux félins, qui voient leurs positions menacées. Tinkles, un chat persan au caractère rusé, décide de rassembler une équipe de félins déterminés à contrecarrer les projets du professeur. Pour eux, il est hors de question que les chiens deviennent les nouveaux compagnons privilégiés des humains.



CANAL+  
CINEMA 20.00

## LEE MILLER

En 1977, dans l'Angleterre d'un passé révolu mais toujours vibrant d'histoires, Lee Miller (Kate Winslet), une photographe américaine au talent indéniable, se confie à un jeune journaliste avide d'explorer la richesse de sa vie marquée par des rencontres exceptionnelles et des événements déterminants. Dans une série de réminiscences, elle évoque son parcours singulier, soulignant notamment sa rencontre avec Roland Penrose (Alexander Skarsgård), un artiste visionnaire et promoteur de talents qui bouleverse son existence. Leur coup de foudre s'inscrit dans le décor d'une époque où l'art...

# TÉLÉVISION

TF1

## 20.10 The Voice Kids



10.00 Têleshopping samedi  
10.45 Petits plats en équilibre  
10.50 Les douze coups de midi  
12.00 JT 13h  
12.40 Reportages découverte  
15.10 Les Docs du week-end  
16.50 50mn Inside  
18.50 Petits plats en équilibre  
19.00 JT 20h  
19.45 Tirage du Loto  
20.10 The Voice Kids  
22.40 Une famille en or

Cette onzième saison du célèbre télé-crochet réservé aux enfants promet de nouvelles séquences pleines d'émotions. Après les auditions à l'aveugle, les candidats retenus devront tester leur capacité de cohésion lors de l'étape des groupes avant de rejoindre éventuellement la finale pour tenter de devenir le lauréat du concours 2025. Dans les fameux fauteuils rouge, Patrick Fiori, qui éprouve ses qualités de coach depuis de nombreuses années, Matt Pokora et Soprano accueillent cette année la chanteuse à succès Santa qui vient compléter ce jury bienveillant.

6

## 20.00 Les traîtres



09.10 66 minutes : le doc  
09.55 66 minutes : grand format  
11.45 Le 12.45  
12.30 Scènes de ménages  
13.35 Cauchemar en cuisine  
17.30 Tous en cuisine avec Cyril Lignac  
18.45 Le 19.45  
19.35 Scènes de ménages  
20.10 Les traîtres  
22.25 Et si on se rencontrait ?

Eric Antoine accueille 16 personnalités parmi lesquelles les comédiennes Fabienne Carat, Helena Noguerra, Anne-Elisabeth Blateau, le mentaliste Fabien Olicard et l'ex-sélectionneur de l'équipe de France de football, Raymond Domenech, au château de Bournel (Franche-Comté). Pour pimenter la partie cette saison, trois joueurs masqués, dont l'identité et le rôle réelle restent enveloppés de mystère, entreront en jeu pour mieux perturber les autres joueurs. Une fois de plus, le maître de cérémonie a préparé une série d'épreuves à la fois physiques et...

CANAL+

08.05 Rugby : The Rugby Championship  
10.00 L'odyssée du Top 14  
12.00 Rugby : Top 14



## 20.00 Bordeaux-Bègles / La Rochelle



Après une période de repos bien mérité, les rugbymen du Top 14 effectuent leur retour avec ce duel entre Bordeaux-Bègles et La Rochelle. Vice-champions de France, les Bordelais souhaitent marquer de leur empreinte cette première journée et ainsi envoyer un message clair à tous leurs adversaires. Emmenés par leur demi d'ouverture Matthieu Jalibert, les joueurs de l'UBB,...  
22.07 Débrief Top 14  
22.42 Jamel Comedy Club

PLANETE +

TFX

W9

08.20 American Pickers, la brocante made in USA  
11.25 Révolte  
13.14 Elizabeth II : création d'une reine  
14.52 Paris, une histoire capitale  
16.46 Qui a tué Néandertal ?  
18.25 American Pickers, la brocante made in USA



08.15 One Piece  
09.15 Familles nombreuses : la vie en XXL  
20.10 Chroniques criminelles  
Affaire Gisèle Pélicot : ce procès qui a tout changé



09.10 Absolument stars  
10.50 Scorpion  
16.30 La petite histoire de France





**Poissons 19-02 au 20-03**  
La patience sera votre  
meilleure alliée aujourd'hui.  
Faites des efforts en

Equipe N° 0363

			←	POSSÉDENT BRAME SE MOQUER	→			↕	
		↑					↑		
		←	SAINT REGISTRE DE COMMERCE	↓		←	NÉGATION AVARE ORDINATEUR INDIVIDUEL	↕	
					↑				
					↑	←	LA TOILE SANS MÉLANGE COMPLET	→	
				↑	←				
				←	DE VIVE VOIX TROUBLE NOVICE	→			
		↑				←	ARTICLE BEAU TRAVAIL	→	
		←	DROIT DE VETO BOÎTE AUX LETTRES						
								↑	
								←	SENTIR FLEUR TRÈS FORT
								↓	
		←	PRISES DE NOTE ARTICLE RETOURNÉ	→		←	ONCLE D'AMÉRIQUE CHIFFRE	→	
						↓		↑	
						←	PIÈCES DE VAISSELLE ARBRES	↕	
				←	GRANDE ÉCOLE TARI	→		↑	
		↑				↑		↕	
		←	POSSESSIF NOTE	↕				↓	
		↑			↑				
		←	NUL, INAPTE FÉTICHE		PARTIS				↕
									←
									DISPOSÉ PRENDRE LA PORTE

## SUDOKU N°9362

3	4	6	1	8	5	9	7	2
7	9	2	6	3	4	1	5	8
5	8	1	2	7	9	6	4	3
8	6	4	3	1	7	2	9	5
1	5	3	9	2	6	4	8	7
9	2	7	5	4	8	3	6	1
2	7	9	4	5	3	8	1	6
6	1	8	7	9	2	5	3	4
4	3	5	8	6	1	7	2	9

**CODÉS N° 9362**

1	I	2	S	3	A	4	R	5	T	6	E
7	N	8	L	9	O	10	C	11	V	12	D
13	F	14	U	15	P	16	M	17		18	
19		20		21		22		23		24	

**FOUILLIS N° 9362:**  
**MOULIN ( Mou - Lin**

T	B	T	R	A	C	E	U	Q	I	N	A	C	E	M
N	I	R	E	E	D	N	O	I	T	N	E	T	E	D
E	Q	E	T	T	N	D	M	A	C	O	N	Q	E	I
M	U	I	U	N	O	R	F	H	R	R	I	F	I	O
E	E	C	F	E	S	O	E	E	E	S	A	R	T	
S	R	I	E	M	S	N	G	L	T	I	I	E	U	
U	E	P	R	E	U	U	N	T	C	A	S	L	O	
E	L	E	E	L	O	O	E	N	E	I	R	A	L	R
I	B	G	G	B	M	M	E	S	R	L	E	N	I	C
C	B	E	A	A	E	A	S	D	R	O	N	T	A	D
N	I	I	T	R	S	E	T	U	A	P	I	E	M	R
E	R	P	E	U	M	R	P	I	B	L	M	T	A	O
L	D	V	O	D	K	A	O	I	E	E	U	H	B	
I	E	S	S	I	L	U	O	C	E	R	R	O	C	A
S	T	N	E	M	E	S	U	E	R	U	E	H	R	B

1 P	2 R	3 I	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

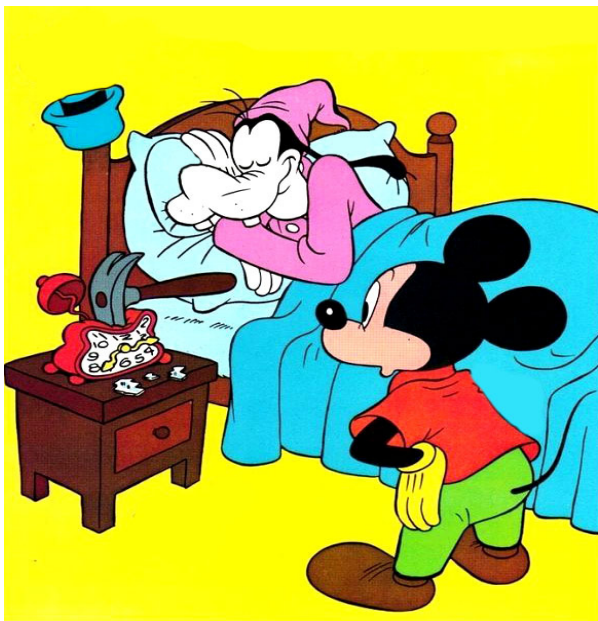
1	5	2	3	6	6	5	11	7	5
2	8	12	5	8	11		7	3	17
5	11		9		5	4	8	16	5
13		13	8	4		1	3	6	8
10	4	8		10	9		7	5	4
9		4	2	8	3	4		7	
3	14	2	5	7		10	4		5
4	5	3	9	4	5	2	8	3	7
10	2	13	5		8	1	1	8	4
3	7	10		13		3	3		5
2	5	9	4	8	15	6	5		2
5		3	8		5	6		2	
	7	8	17	10		5	4	8	6
14	8	6	3	12	5	7		3	3
8	7		7	5	6		15	6	5

**SUDOKU N° 9363**

**CODÉS N° 9363**



## 10 ERRORS





## Négociations à Doha entre l'UE et l'Iran



La cheffe de la diplomatie européenne Kaja Kallas s'est entretenue jeudi à Doha avec le ministre iranien des Affaires étrangères pour tenter de trouver une solution négociée à la question du programme nucléaire de Téhéran, alors que la menace de sanctions se rapproche.

La rencontre a eu lieu alors que les puissances européennes ont laissé la semaine dernière un mois à Téhéran pour négocier sur son programme nucléaire et éviter le rétablissement de sanctions faute de mise en oeuvre d'un accord conclu en 2015.

«Mme Kallas a rencontré le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araghchi à Doha pour discuter des efforts pour atteindre une solution négociée à la question du nucléaire iranien», a indiqué un responsable de l'UE sous le couvert de l'anonymat.

«Les discussions se sont concentrées sur une série de questions, dont l'accès des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique aux sites nucléaires iraniens et le sort des stocks iraniens d'uranium hautement enrichi», a-t-il ajouté.

## Les Etats-Unis envoient des avions de combat à Porto Rico contre le narcotrafic



Washington envoie dix avions de combat F-35 à Porto Rico, territoire rattaché aux Etats-Unis, pour lutter contre les cartels de la drogue dans les Caraïbes, a appris vendredi l'AFP auprès de sources proches du dossier.

Cette décision intervient dans un contexte de tensions croissantes entre le Venezuela et Washington liées notamment au déploiement de bâtiments militaires américains dans les Caraïbes et alors que le Pentagone a dénoncé jeudi le survol d'un de ses navires de guerre par des avions militaires vénézuéliens dans les eaux internationales.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Guerre en Ukraine: la Chine «s'oppose fermement» à toute pression des USA ou des Européens



La Chine a dit vendredi «s'opposer fermement» à toute coercition, après l'appel du président américain Donald Trump aux dirigeants européens à faire pression économiquement sur Pékin au sujet de la guerre en Ukraine.

M. Trump a demandé jeudi aux dirigeants européens de «faire pression sur le plan économique sur la Chine à cause de son soutien à l'ef-

fort de guerre russe», selon un haut responsable de la Maison Blanche.

«La Chine n'est pas à l'origine de cette crise, pas plus qu'elle n'en est partie prenante», a répondu vendredi lors d'une conférence de presse régulière Guo Jiakun, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

«Nous nous opposons fermement à cette tendance qui

consiste à invoquer la Chine à tout propos et nous nous opposons fermement à de prétendues pressions économiques exercées à son encontre», a-t-il souligné.

Le porte-parole a aussi évoqué une question sur la décision annoncée par la Maison Blanche d'appeler le ministre américain de la Défense également ministre de la Guerre.

## Sri Lanka: 15 morts dans la chute d'un bus au fond d'un ravin

Un bus transportant une trentaine de touristes a plongé dans un précipice le long d'une route du centre du Sri Lanka, tuant 14 de ses passagers et le chauffeur, a annoncé vendredi la police.

Pour une raison qui reste à déterminer, le bus qui circulait jeudi soir dans la région montagneuse d'Ella, à 130 km à l'est de la capitale Colombo, a d'abord percuté un véhicule avant de tomber dans le ravin, a précisé la police.

Aucun ressortissant étranger ne figure parmi les 15 tués et les 16 blessés, selon ce bilan provisoire.

Cet accident est le plus meurtrier survenu sur les routes du



Sri Lanka depuis la chute dans un ravin, en mai dernier dans la région de Kotmale (centre), d'un autre bus qui avait causé

la mort de 23 personnes.

Quelques 3.000 personnes perdent chaque année la vie sur les routes du Sri Lanka.

## Trump ramène les droits de douane sur les automobiles japonaises à 15%

Le président américain Donald Trump a signé jeudi un décret abaissant les droits de douane sur les automobiles japonaises à 15%, au lieu de 25% jusqu'ici, et prévoyant que ceux appliqués à la majorité des produits japonais ne dépasseront pas ce nouveau taux.

Selon le décret, l'accord avec le Japon prévoit un plafond de 15% de droits de douane pour la majorité des produits japonais exportés vers les Etats-Unis, ceux étant déjà concernés par une surtaxe au-delà de

cette limite voyant leurs taux inchangés.

Certains secteurs, à l'image de l'aéronautique, des matières premières non disponibles aux Etats-Unis ou des médicaments génériques sont exempts de ce taux de 15%, précise le décret. En voyant la surtaxe imposée à ses automobiles fixée à 15%, contre 25% pour la majorité des véhicules entrant désormais aux Etats-Unis, le Japon obtient un traitement similaire à celui accordé à l'Union européenne.



## Violences communautaires au Ghana: 31 morts et 48.000 déplacés



Des affrontements communautaires dans le nord du Ghana, qui ont débuté fin août, ont fait au moins 31 morts et déplacé environ 48.000 personnes, ont déclaré jeudi des responsables gouvernementaux.

L'Organisme national de gestion des catastrophes du Ghana a indiqué qu'environ 48.000 personnes avaient été forcées de quitter leurs domiciles en raison de ces violences, qui trouvent leur origine dans un conflit foncier.

Selon le ministre de l'Intérieur, Mubarak Muntaka, s'exprimant sur une radio locale, 13.253 Ghanéens ont fui vers la Côte d'Ivoire voisine.

Le président du conseil régional de Bounkani, Philippe Hien, a fait état de leur arrivée «dans 17 villages» près de la frontière, dans une région ivoirienne qui accueille déjà près de 30.000 réfugiés en provenance du Burkina Faso.

Les violences ont débuté le 24 août dans le village de Gbiniyiri (région de Savanes), près de la frontière ivoirienne, autour d'un différend foncier impliquant une douzaine de communautés locales.

Le conflit a commencé avec la vente par un chef local d'un terrain à un promoteur privé, sans le consentement de la communauté concernée.